IL S'OUVRE AUJOURD'HUI SUR FOND DE LA QUESTION DU STATUT D'OBSERVATEUR OCTROYÉ À L'ENTITÉ SIONISTE

Un Sommet de l'UA décisif

P 2

Le Courrier d'Algérie

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 4 - samedi 5 février 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5456 - 18e année

ÉDUCATION

Reprise des cours demain

P 5

SOUTENANT LE PROCESSUS ONUSIEN POUR LA RÉSOLUTION DU CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL

Washington tourne le dos à Rabat

LIRE EN PAGE 5

Belani demande un rapport sur la situation des droits de l'homme

P 3

COVID-19

LE Pr DERRAR CONTREDIT BENBOUZID :

« La situation n'est toujours pas stable »

LIRE EN PAGE 5

Ph : DR

AFFAIRE HUAWEI - ZTE

Houda Feraoun et l'ex-PDG d'AT risquent six ans de prison ferme

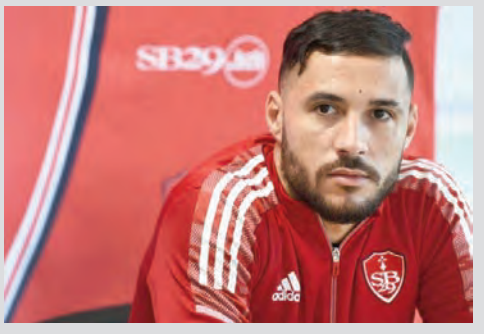
P 4

SÉNATORIALES PARTIELLES

Voici les modalités de présentation des recours

P 4

IL VEUT GRAVIR UN AUTRE ÉCHELON EN FIN DE SAISON



Cinq mois décisifs pour Belaïli à Brest

P 7

BELANI L'A RAPPELÉ À LA RÉUNION DE LA CADHP À ADDIS-ABÉBA

« Le Maroc réprime les Sahraouis dans les territoires occupés »

Amar Belani, l'envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, a appelé mercredi à Addis-Abéba la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) à prendre ses responsabilités et rendre compte fidèlement de la situation des droits de l'Homme dans le continent, y compris au Sahara occidental.

Ph : DR

Il a également exhorté le Conseil exécutif d'œuvrer pour la concrétisation de la mission d'établissement des faits dans les territoires sahraouis occupés, a-t-il notamment déclaré. Cet appel de l'Algérie vient rappeler que le Maroc, fort du soutien de certains membres du Conseil de sécurité, notamment la France et leur duplicité, poursuit ses violations des droits de l'Homme dans les territoires. Pourtant, les nombreux rapports d'ONG ont fait part de graves violations contre les droits de l'Homme perpétrées par les forces d'occupation. "La promotion et la protection des droits de l'Homme et des peuples africains constituent une partie intégrante des priorités de notre organisation dont l'objectif ultime est le bien-être de nos peuples, conformément à la vision 2063 qui anime notre action commune pour la stabilité et le développement de notre continent", a indiqué Belani dans son intervention à l'occasion de l'examen par le Conseil exécutif du rapport de la CADHP. Belani précise que "la promotion des droits de l'Homme s'inscrit également en droite ligne de l'esprit d'émancipation qui a sous-tendu la création de l'OUA/UA". Le double jeu des soutiens du Maroc qui lui ont permis d'emmener au blocage du processus du référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui a également paralysé l'action de l'AG de l'ONU. Pour s'en convaincre, il faut rappeler que c'est un véto de la France qui a empêché d'étendre la mission de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires occupés. C'est également grâce au soutien de la France, et des USA sous la présidence de Donald Trump, que le Maroc a tenté d'imposer son projet de large autonomie des territoires occupés comme seul cadre de règlement du plan de décolonisation du Sahara occidental. La France qui se cache derrière le titre de « concepteur », de la déclaration universelle des droits de l'Homme est devenue le principal allié des puissances coloniales, le Maroc et Israël, qui foulent aux pieds ces droits humains et des peuples. Dans son allocution. Belani a rappelé que la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahar occidental est très préoccupante. « Elle s'est particulièrement aggravée depuis la rupture brutale du cessez-le-feu, le 13 novembre 2020, par la puissance occupante marocaine qui a réprimé sauvagement des manifestants sahraouis qui exerçaient leur droit le plus élémentaire à la liberté d'expression et de manifestation pacifique et occupé militairement la zone démilitarisée de Guerguerat, en violation flagrante des accords militaires signés par les deux parties (Maroc et le Front Polisario), au conflit et endossés par le Conseil de sécurité ».

L'ALGÉRIE DEMANDE UN RAPPORT SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Et à Belani de rappeler que le Conseil exécutif, lors de sa 20eme session « a demandé expressément » à la CADHP de mener une mission au Sahara occidental afin d'évaluer la situation des droits de l'Homme et de formuler des recommandations en la matière (décision 775). Depuis, « le Conseil exécutif ne cesse de réitérer sa demande pressante, mais malheureusement cette mission n'a pas pu se rendre dans les territoires sahraouis occupés », a-t-il indiqué. Cela rappelle une pratique de la puissance coloniale qui a toujours refusé aux missions de l'Onu ou de l'UA ainsi qu'aux nombreuses ONG, de se rendre dans les territoires occupés pour rendre compte de la situation des droits de l'Homme que vivent les populations sahraouies sous occupation. Selon Belani, "contrairement au Maroc qui s'obstine à refuser l'accès à la CADHP parce qu'il a certainement des choses à cacher, l'Algérie a, de tout temps, pleinement coopéré avec toutes les instances régionales et internationales qui ont effectué, à plusieurs reprises, des missions dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf, notamment la CADHP et la Commission de l'Union africaine". Belani ne s'empêchera pas de soulever le fait que, « paradoxalement, le rapport d'activités de la CADHP qui est soumis à débat, ne rend pas compte du blocage de cette mission par les autorités marocaines et ceci constitue un précédent grave que nous dénonçons énergiquement".

Il a par ailleurs, estimé que "les tentatives malavisées d'utiliser abusivement la décision 693 de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement pour faire l'impasse sur la question essentielle des droits de l'Homme qui relève indiscutablement du mandat de la CADHP en vertu de la charte africaine, sont maladroites, non pertinentes et inopérantes", ajoutant que "ces mêmes tentatives, orchestrées par le Maroc et certains de ses alliés, ne peuvent en aucune manière remettre en cause la décision du 14ème Sommet extraordinaire à « faire taire les armes », dont le paragraphe 15 appelle « à faire ressortir la situation critique des droits de l'Homme dans les territoires occupés».

Cela traduit la volonté de l'Algérie et des pays épris de paix et de justice à faire triompher la légalité internationale qui fait face aux manœuvres du Maroc et de ses alliés à déposséder le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination. Belani a précisé dans ce cadre que la décision 693, qui fait l'objet d'une lecture sélective, partielle et partiale, demande au président de la commission d'engager des consultations pour la réactivation du bureau de l'Union africaine à Lâayoune auprès de la Minurso". Dès lors, "l'Algérie déplore vivement toutes ces manipulations et exhorte la CADHP à rendre compte fidèlement de la situation des droits de l'Homme dans notre continent, y compris au Sahara occidental", et "demande au Conseil exécutif et à la CADHP de prendre leurs responsabilités pour la concrétisation de la mission d'établissement des faits dans les territoires sahraouis occupés", a-t-il souligné. Cette intervention de Belani constitue une véritable mise en garde de l'Algérie à l'adresse du Maroc et de ses alliés qui doivent cesser les tentatives de manipulation, de lecture tronquée des résolutions onusiennes ou de l'UA et des organismes et commissions qui leur sont rattachées, ou encore d'entraves aux missions d'exploration et d'enquête dans les territoires occupés pour rendre compte fidèlement de la situation des droits de l'Homme qui y prévaut. L'Algérie vient là de rappeler aux pays africains que l'urgence est de permettre à la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples de jouer pleinement son rôle, de lui donner les moyens de défendre, avec force les droits de l'Homme et de rendre compte fidèlement de ses missions d'investigation.

Slimane B.

UNION AFRICAINE

Un Sommet décisif

Le Sommet de l'Union africaine commence aujourd'hui, pour deux jours, à Addis-Abéba, Éthiopie. Les chefs d'États et de gouvernement de l'UA ont à examiner de nombreux sujets, dont certains constituent des points de clivage inévitables. L'Algérie et l'Afrique du Sud sont décidées à barrer la voie à l'intrusion israélienne au sein de l'UA. En juillet dernier, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a accordé à Israël, le statut d'observateur au sein de l'organisation africaine. La position de Moussa Faki a été jugée contraire à l'héritage des luttes anti-coloniales des peuples africains pour leur indépendance, et contre l'apartheid qui sévissait en Afrique du Sud, et également de solidarité avec le combat du peuple palestinien. Moussa Faki ne peut pas ignorer la nature colonialiste d'Israël, qui occupe des terres palestiniennes, et sa politique d'apartheid, ainsi que ses violations répétées et impunies des résolutions des Nations unies. Les autorités israéliennes sont accusées par de nombreuses organisations internationales de crime d'apartheid: assassinats de Palestiniens commis par le régime sioniste, arrestations arbitraires, y compris d'enfants, ainsi que les politiques de ségrégation, de dépossession et d'exclusion mises en œuvre par Israël dans tous les territoires occupés. Le rejet du statut d'observateur dans l'UA accordé à Israël par Moussa Faki, rejoint les exigences des nouvelles générations africaines engagées dans des mobilisations et des initiatives pour sortir l'Afrique des griefs des forces qui la maintiennent dépendante, c'est-à-dire les ex-puissances coloniales et leurs alliés. Le Sommet de l'UA se déroulera d'ailleurs dans un contexte de bouleversements qui traduisent l'émergence d'un puissant courant panafricaniste qui traverse l'opinion publique en Afrique et qui se renforce dans sa confrontation avec le courant néo colonial. Le dimanche 9 janvier 2022, les chefs d'État de la Cédéao (Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest) et de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) réunis en un sommet extraordinaire à Accra, soutenus par la France, ont pris des mesures visant à asphyxier le Mali parce que les dirigeants de l'Armée malienne ont décidé de mettre fin à un pouvoir inféodé aux intérêts néocoloniaux français et engager le pays dans une politique d'indépendance nationale. La même situation prend forme au Burkina Faso soumis également aux sanctions de la Cédéao. Les changements au Mali et au Burkina Faso ont l'appui des populations de ces pays. La politique de souveraineté nationale qui se dessine au Mali, au Burkina Faso, en Tunisie, après de longues années de soumission néo coloniale, avait été tentée dans la période post indépendance des pays africains mais avait été étouffée sous toutes formes y compris par l'assassinat de dirigeants politiques. Selon le directeur de l'Observatoire du nucléaire, Stéphane Lhomme, dont les propos sont rapportés par le site d'informations Sputnik, "la présence militaire française (régionale) vise directement à sécuriser l'approvisionnement des centrales françaises en uranium". "La France a absolument besoin d'être là pour protéger cette zone", a-t-il expliqué. Les ministres des Affaires étrangères africains ont eu à discuter de toutes ces questions au cours de la 40e session du Conseil exécutif de l'UA à laquelle a pris part le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Ramtane Lamamra qui a conduit la délégation algérienne. En marge des travaux du Conseil exécutif de l'UA, Ramtane Lamamra a tenu plusieurs rencontres avec ses homologues africains du Togo, du Tchad, Ouganda, Djibouti, Libye, Afrique du Sud, Angola, Kenya, Madagascar, Nigéria, Érythrée et Burundi. Dans le même cadre, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a transmis un message de la part du président Abdelmadjid Tebboune à la présidente d'Éthiopie, Sahle Work Zwede.

M'hamed Rebah

CONSEIL EXECUTIF DE L'UA

Le président Tebboune adresse un message à son homologue d'Éthiopie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a transmis un message de la part du président de la République, Abdelmadjid Tebboune à la présidente d'Ethiopie, Sahle Work Zwede. Lamamra a transmis ce message lors de l'audience que lui a accordée la cheffe de l'État éthiopienne au niveau de sa résidence personnelle à Addis-Abeba et ce, en marge de sa participation aux travaux de la 40e session du Conseil exécutif de l'Union africaine. À cette occasion, Lamamra a transmis les salutations fraternelles et le message du président Tebboune à la présidente éthiopienne. De son côté, Sahle Work Zwede a exprimé sa haute considération au Président Tebboune, se disant fière du partenariat stratégique algéro-éthiopien. Elle a également affiché sa disponibilité à œuvrer avec son frère le président Tebboune à faire avancer ce partenariat. L'audience a constitué une occasion pour passer en revue les derniers développements au niveau continental, notamment dans la région de la Corne de l'Afrique, mais aussi pour échanger les vues sur les prochaines échéances, notamment le sommet africain prévu les 5 et 6 février et le sommet Afrique-Europe qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 du même mois. Les deux parties ont salué la convergence des vues et des positions des deux pays frères sur des questions cruciales pour le continent africain, ce qui confirme la profondeur des relations stratégiques qui les lient et leur volonté politique sérieuse à relancer les efforts de stabilité et de développement en Afrique.

Sarah O.

BLINKEN AFFIRME À DE MISTURA SOUTENIR LE PROCESSUS ONUSIEN POUR RÉSOUDRE LE CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL

Washington tourne le dos à Rabat

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a réitéré, jeudi, lors d'une rencontre avec l'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan De Mistura, le soutien des États-Unis, au processus onusien pour le règlement du conflit opposant le Front Polisario et le Maroc sur le Sahara occidental.

Ph : DR

Blinken a, pour rendre compte sur la teneur de sa rencontre avec De Mistura, a posté, hier, un tweet, dans lequel il a employé le mot « Sahara occidental », et non pas « Sahara » tout court, comme terminologie utilisée par le Maroc. Un message marocain qui traduit son refus obsessionnel de la nature juridique, historique et politique du conflit au Sahara occidental. Saluant sa rencontre avec De Mistura, le secrétaire d'État indique que cette réunion était l'occasion pour « discuter de notre soutien au processus politique pour le Sahara occidental menant à une résolution durable et digne du conflit », lit-on dans ce tweet.

Lors de sa rencontre avec le SG de l'ONU, en mars dernier déjà, Blinken avait appelé « à accélérer » la nomination d'un envoyé personnel du SG l'ONU au Sahara occidental et « à la reprise des négociations » entre les deux parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario, selon le porte-parole du département d'État, Ned Price. Cette rencontre intervient moins d'un mois après la tournée de De Mistura dans la région, qui l'a conduit à s'entretenir avec le MAE marocain, Nasser Bourita, puis avec les responsables du Front Polisario, à leur tête son SG, président de la RASD, Brahim Ghali. De Mistura a eu également à se rendre en Mauritanie, avant de visiter l'Algérie.

La rencontre de jeudi, qui s'est déroulée au siège du département d'État, intervient aussi quelques mois après l'appel d'Atony Blinken, après la vacance du poste, deux ans durant et laquelle situation était profitable à l'occupant marocain et sa politique de Statu quo, à désigner un envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental.

UN SOUTIEN AU PROCESSUS DE L'ONU DANS UN CONTEXTE DE GUERRE

Il est à souligner que le soutien de Washington aux efforts de l'ONU notamment à la mission de Staffan de Mistura à déclencher un processus onusien entre le Maroc et le Front Polisario pour venir à bout de la dernière question de décolonisation en Afrique inscrite à l'Onu et à l'Union africaine, intervient dans un contexte particulier. Il s'agit en effet de la première mission pour celui qui succède à l'ensemble des successeurs de James Baker, à ce poste, qui intervient dans un contexte de conflit armé, entre le Front Polisario et le Maroc, après la violation, le 13 novembre dernier, par l'armée marocaine du cessez-le-feu de 1991, conclu sous l'égide de l'Onu entre ces deux parties, en prévision de la tenue du referendum au Sahara occidental, par la création de la mission onusienne et la définition de son mandat, contenu dans son appellation, à savoir Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental. Le Maroc qui depuis son désengagement et ses voltes faces contre la Légalité internationale espère avec ses soutiens de sa colonisation au Sahara Occidental, faire valoir la force des manœuvres et tergiversations sur la force du Droit international, alors que celui-ci le rappelle à l'ordre, à chaque occasion, notamment dans l'espace où il compte des soutiens, l'Union européenne. Sa cour de justice a rendu caduc et illégal tout accord conclu entre l'UE et le royaume marocain incluant le Sahara occidental, lequel territoire est distinct et dissocié du territoire géographique du Maroc, reconnu officiellement par l'ensemble des pays du monde. C'est ce qu'insinue le message de Blinken qui vient de rappeler, en usant le terme « Sahara occidental » contre la therminologie officielle du Palais royal et son makhzen.

BLINKEN PASSE UN CAP

Auparavant, soit moins d'un mois du début du mandat de De Mistura au poste d'envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, Antony Blinken, a assuré que Washington était « très concentré » sur le soutien des efforts de Staffan de Mistura, et au processus onusien afin de parvenir à une solution « durable et digne » à ce conflit opposant le Maroc au Front Polisario. «Nous sommes maintenant très concentrés sur le soutien des efforts de l'Envoyé personnel du SG de l'ONU, Staffan de Mistura, au Sahara occidental et d'un processus dirigé par l'ONU pour trouver une solution durable et digne. C'est l'objet de nos efforts » avait déclaré Blinken dans un entretien à la chaîne BBC Africa, diffusé le 19 novembre par le Département d'Etat américain. Aussi, répondant à la presse à Washington, le porte-parole du département d'Etat américain, Ned Price a fait remarquer que Blinken avait eu l'occasion de réaffirmer expressément » le soutien américain à Staffan De Mistura, notamment cite –t-il lors de la visite de Blinken au Sénégal, où il a déclaré, rappelle Price que 'nous soutenons les efforts du nouvel envoyé personnel au Sahara occidental, Staffan de Mistura, en vue de relancer le processus politique conduit par les Nations unies ».

Karima Bennour

MAROC

Nouvelles défections dans les rangs de l'armée

Ils ne se compte pas sur les doigts d'une main le nombre de militaires marocains à avoir déjà déserté, ou à l'intention de le faire. Le royaume, qui a fait la guerre aux Sahraouis dans leurs propres terres occupées, continue ainsi à subir les contrecoups de sa politique expansionniste. Au sein même de son armée, où les dissensions se suivent et se ressemblent.
Preuve en est, le nombre de plus en plus en hausse des désertions dans les rangs. Aux dernières nouvelles, et selon des sources espagnoles, 14 soldats des FAR engagés dans la sale guerre des forces du Makhzen déclarée contre les Sahraouis le 13 novembre 2020, ont définitivement rompu les rangs. Comme ceux qui les ont précédés, ces soldats ont fui le Maroc pour chercher à se réfugier ailleurs pour éviter les représailles du Makhzen. Ayant marre de servir sous les ordres d'une armée royale qui tue et opprime le peuple sahraoui sur ses propres terres, ces déserteurs ont ainsi demandé l'asile politique en Espagne. Ce n'est pas une première qui touche la soldatesque des FAR. Bien plus, des dissensions ont été déjà enregistrées parmi le corps des « Mekhazenis ».
Début août 2021, quatre agents des forces auxiliaires marocaines avaient immigré clandestinement à Ceuta pour demander l'asile en terre ibérique.
Dans leur fuite, ces déserteurs avaient pris le large en nageant de leurs propres mains pour atteindre l'enclave espagnole.

LE FRONT POLISARIO :

Le Maroc, seul responsable de la rupture du cessez-le-feu

L'occupant marocain porte, depuis l'agression militaire contre les civils sahraouis dans la zone tampon d'El Guerguerat le 13 novembre 2020, « l'entière responsabilité » dans la rupture du cessez-le-feu de 1991 signé avec le Front Polisario , sous l »égide de l'Onu, en prévision de la tenue du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, qui n'a pas eu lieu à ce jour, en raison du refus marocain à se plier aux exigences du droit international.

Le représentant du Front Polisario aux Nations unies et coordinateur avec la Mission de l'Onu pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) Sidi Mohamed Omar. a déclaré qu'il « il est indéniable que le cessez-le-feu de 1991, qui fait partie intégrante du plan de règlement ONU-OUA approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité, a été ouvertement torpillé par l'État occupant du Maroc par son acte d'agression contre les territoires libérés sahraouis le 13 novembre 2020 », a indiqué Sidi Mohamed Omar dans un communiqué. Pour le représentant du Front Polisario « le nouvel acte d'agression marocain a non seulement mis fin au cessez-le-feu et aux accords militaires connexes », mais a également sapé, affirme-t-il « le processus de paix de l'ONU au Sahara occidental et plongé la région dans une nouvelle spirale de tension et d'instabilités extrêmes », rappelant que « le SG de l'ONU et le Conseil de sécurité ont tous deux confirmé la rupture du cessez-le-feu de 1991, le 13 novembre 2020 ».

Poursuivant il indique que « dans son rapport (S/2021/843, paragraphe 2) daté du 1er octobre 2021, le SG de l'ONU a reconnu, entre autres, la reprise des hostilités entre l'occupant marocain et le Front Polisario » et que de son côté, « dans sa résolution 2602 (2021) adoptée le 29 octobre 2021, le Conseil de sécurité a constaté avec une profonde préoccupation la rupture du cessez-le-feu », rappelle Sidi Mohamed Omar. Selon le même responsable « la reconnaissance tant par le SG de l'ONU que par le Conseil de sécurité de la rupture du cessez-le-feu de 1991 et des réalités sur le terrain rend inacceptable, voire trompeuse, toute tentative de nier ou de minimiser la gravité de la situation actuelle dans la zone d'opérations de la Minurso où l'occupant poursuit son agression contre les territoires sahraouis libérés et son ciblage et ses meurtres délibérés de civils et la destruction de leurs propriétés ».

Il a fait observer, à ce propos, » qu'en dépit de la rupture du cessez-le-feu, le Front Polisario continue d'assurer la sûreté et la sécurité des observateurs militaires de la Minurso et de faciliter leurs opérations pour visiter (...) chaque site (ciblé par) des frappes menées par des drones marocains visant des civils dans les territoires sahraouis libérés » . Le Front Polisario considère frustrant et totalement injustifiable, poursuit –il « le fait que ni le Secrétariat de l'ONU ni le Conseil de sécurité n'aient voulu appeler les choses par leurs noms et identifier l'Etat occupant du Maroc comme l'unique responsable de la violation et du torpillage du cessez-le-feu de 1991 » a déploré le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU.

« ce silence prolongé ne fait qu'encourager l'occupant marocain à rester dans son état de déni et l'empêche d'affronter la réalité de la guerre qu'il a de nouveau déclenchée ». Avant de prévenir que "dans l'intérêt de la crédibilité de l'ONU, le Secrétariat et le Conseil de sécurité devraient abandonner une fois pour toutes leur politique d' « ambiguïté destructrice » lorsqu'ils abordent la situation au Sahara occidental », soulignant que "cela implique qu'il ne faut pas mâcher les mots en ce qui concerne la situation sur le terrain dans le Territoire et au sujet des crimes continus perpétrés par l'Etat occupant du Maroc contre le peuple sahraoui ».

K. B.

AFFAIRE DES MARCHÉS CONCÉDÉS À HUAWEI ET ZTE

Six ans de prison ferme requis contre Houda Feraoun et l'ex-P-DG d'AT

Le procureur général près la Cour d'Alger a requis, jeudi, 6 ans de prison ferme et une amende d'un million de dinars à l'encontre de l'ancienne ministre de la Poste et des Télécommunications, Houda Imane Feraoun et de l'ancien directeur d'Algérie Télécom, Kebbal Tayeb, poursuivis dans l'affaire de conclusion de deux marchés relatifs à la fibre optique.

Ph : DR

Le parquet général a également requis une peine de 3 ans de prison ferme et une amende d'un million de DA à l'encontre des membres de la Commission de négociation des marchés avec les deux sociétés Huawei et ZTE, ainsi qu'une peine d'un an de prison ferme et d'une amende de 500 000 DA à l'encontre des anciens cadres de l'entreprise AT impliqués dans la conclusion des deux marchés. Quant aux deux opérateurs, Huawei et ZTE, le procureur général a requis une amende de 4 000 000 DA chacun, avec interdiction aux deux sociétés de prendre part à tout marché public pour une durée de 5 ans. Le procureur général a également requis des peines complémentaires portant confiscation de tous les biens immobiliers et mobiliers, des comptes bancaires de l'ancienne ministre, de Kebbal Tayeb et d'anciens cadres d'AT.

39 MILLIARDS DA DE PERTES POUR LE TRÉSOR

Le procureur général a indiqué que ces deux marchés ont causé une perte financière au trésor public estimée à plus de 39 milliards de dinars, soulignant que le recours au gré à gré simple en vue de la conclusion des deux marchés à des sommes colossales est « une violation flagrante des lois ». Le procureur général a également fait savoir que les deux opérateurs n'avaient réalisé que 370 000 lignes de fibres optiques sur un total de 1 100 000 lignes de fibre optique prévues dans les deux marchés. À l'issue du réquisitoire du parquet général, le collectif de défense a entamé ses plaidoiries.

Sarah O.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Le procès d'Ali Haddad et d'autres anciens ministres reporté

Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed a décidé, jeudi, de reporter le procès de l'homme d'affaires et ex-président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad et d'anciens ministres des secteurs des Transports et des Travaux publics au 17 février. Le report intervient à la demande du collectif de défense, en raison de l'absence d'accusés non arrêtés. Ali Haddad, les deux anciens ministres Ammar Ghoul et Abdelkader Kadi, ainsi que d'autres responsables des secteurs des Transports et des Travaux publics, sont poursuivis pour octroi de privilèges injustifiés, abus de confiance et infraction à la loi, notamment lors de la conclusion en 2008, d'un marché de réalisation du projet de dédoublement du chemin de wilaya d'Aïn Defla et de son raccordement à l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest. Également, le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté jeudi le procès de l'ancienne ministre de la Culture, Khalida Toumi, poursuivie pour des chefs d'inculpation liés à la corruption, au 17 février en cours. Le report de ce procès intervient à la demande du collectif de la défense suite au retrait d'un avocat de l'un des accusés dans cette affaire. L'ancienne ministre de la Culture qui se trouve depuis novembre 2019 en détention provisoire à l'Établissement pénitentiaire de Koléa, est poursuivie pour « abus de fonction, dilapidation de deniers publics et octroi d'indus avantages ». Plusieurs responsables du secteur de la culture sont également poursuivis dans cette affaire, notamment ceux qui étaient en charge de la gestion des manifestations culturelles durant la période où Khalida Toumi était à la tête du secteur, dont celle de « Tlemcen, capitale de la culture islamique en 2011 ».

S. Oub.

LOI SUR L'INFORMATION

L'avant-projet examiné par le Gouvernement

Un avant-projet de Loi organique relative à l'information a été examiné lors d'une réunion du gouvernement de mercredi dernier, en vue de conférer au texte un caractère novateur en accord avec les dispositions de la Constitution ainsi que les mutations induites par le développement technologique, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors d'une réunion du gouvernement, tenue par visioconférence, un avant-projet de Loi organique relative à l'information a été présenté, précise la même source, soulignant que ce projet de texte « exprime la volonté des Pouvoirs publics de donner à la refonte du texte un caractère novateur en accord avec les dispositions de la Constitution du 1er novembre 2020 ainsi que les mutations induites par le développement technologique et les standards internationaux en la matière ». En outre, « l'élaboration de cet avant-projet de Loi organique est dictée par la nécessité de la mise en place d'un cadre législatif qui répond à la fois aux attentes du citoyen en matière d'information complète et objective, aux besoins d'organisation des professionnels de l'information ainsi qu'aux missions de service public et à l'intérêt général », ajoute le communiqué, relevant que dans ce cadre, « l'avant-projet de Loi contribuera à consolider la liberté de la presse écrite, audiovisuelle et électronique et à favoriser l'émergence d'une presse solidement ancrée dans les réalités nationales, consciente des enjeux et respectueuse de l'éthique et de la déontologie ». Enfin et conformément aux procédures établies, ce projet de texte fera l'objet d'un examen lors d'un prochain Conseil des ministres, indique la même source.

S. O.

SÉNATORIALES PARTIELLES

Voici les modalités de présentation des recours

La Cour constitutionnelle a rappelé, dans un communiqué, les conditions et modalités de présentation des recours à l'occasion de l'élection de renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation, prévue aujourd'hui, ainsi que l'élection des membres de la Chambre haute du parlement pour les nouvelles wilayas. « Conformément aux dispositions de l'article 191 de la Constitution, la Cour rappelle aux candidats au renouvellement de la moitié des membres élus au Conseil de la nation, ainsi qu'à l'élection des membres du Conseil de la nation pour les nouvelles wilayas prévues samedi 5 février 2022, que conformément aux dispositions de l'article 240 de l'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral : « Tout candidat a le droit de contester les résultats du scrutin en introduisant un recours, déposé auprès du greffe de la Cour constitutionnelle » , selon les conditions de fond et de forme prévues par l'article 240 suscité et les articles 4 et 5 des délibérations portant règles de fonctionnement de la Cour constitutionnelle relatives au renouvellement de la moitié des membres élus ainsi que l'élection des membres du Conseil de la nation pour les nouvelles wilayas », précise la même source. Concernant les conditions de forme, la Cour constitutionnelle souligne que «le requérant doit être candidat à la prochaine échéance dans la wilaya concernée ». « Le recours doit être déposé par le candidat requérant directement auprès du greffe de la Cour constitutionnelle dans les vingt-quatre heures qui suivent la proclamation des résultats provisoires par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE)», a expliqué la Cour ajoutant que « dans le cas où le requérant délègue un représentant pour déposer le recours en son nom, il est impératif, sous peine de rejet du recours en la forme, que le dépositaire soit muni d'une procuration l'habilitant à cet effet ».

La Cour constitutionnelle rappelle que la requête doit être renseignée en langue arabe et comporter le nom, prénom (s), profession, domicile et signature du requérant, la mention de l'Assemblée populaire communale ou de l'Assemblée populaire de wilaya à laquelle appartient le requérant. S'agissant des conditions de fond, la Cour constitutionnelle indique que le requérant « est tenu d'exposer dans sa requête, l'objet ainsi que les moyens et les motifs en appui à son recours, joindre les documents justificatifs, tout en signalant que la Cour constitutionnelle statue sur les recours dans un délai de trois (3) jours francs conformément à l'article 241 de la loi organique relative au régime électoral ».

La Cour constitutionnelle invite, en outre, les candidats à consulter son site internet « http://cour-constitutionnelle.dz » ou appeler aux numéros suivants: 021990011, 021990012 pour de plus amples informations ou le fax : 023253874.

Sarah O.

LE COMMANDANT DES FORCES NAVALES S'EST ENTRETENU AVEC LE COMMANDANT DE L'AFRICOM

Plusieurs dossiers sécuritaires abordés

Le général-major, Mahfoud Benmeddah, commandant des Forces navales, s'est entretenu, en marge des travaux du Congrès des Chefs de la Défense des États de l'Afrique qui se tient à Rome, avec le Commandant du Commandement militaire américain en Afrique (AFRICOM), le Général Stephen J. Townsend, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

« En marge des travaux du Congrès des chefs de la Défense des États de l'Afrique 2022, qui réunit les chefs des états-Majors des pays du continent africain et le Commandement militaire américain en Afrique (AFRICOM), du 1er au 04 février 2022, le général-major, Commandant des Forces navales, s'est entretenu avec le commandant du Commandement militaire américain en Afrique AFRICOM, le général Stephen J. Townsend à qui il a transmis les salutations du général de Corps d'Armée Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire et ses remerciements pour son invitation à prendre part aux travaux de cet important congrès », précise le MDN.

Durant cet entretien, les deux parties « ont abordé plusieurs dossiers sécuritaires et ont examiné les voies et les moyens permettant de consolider la coopération dans les divers domaines liés aux activités du Commandement militaire américain en Afrique, avant de passer en revue les développements de la situation au plan continental, notamment au Sahel », ajoute le communiqué.

En outre, le général-major, commandant des Forces navales, s'est entretenu avec le général-major Kenneth P. Ekman, directeur de la stratégie du partenariat et des programmes au sein de l'AFRICOM avec lequel il a évoqué « les menaces liées au terrorisme, au crime transfrontalier et les évolutions régionales prévalant dans la sous-région ».

Rappelant qu'en septembre 2020, le général Townsend était, après une première effectuée en 2018, en Algérie accompagnée par une délégation de de l'ambassade américaine à Alger.

S. O.

LE GOUVERNEMENT RECONDUIT LES MESURES DE PRÉVENTION CONTRE LA COVID-19

La reprise des cours pour demain

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a décidé jeudi de reconduire les mesures du dispositif de protection et de prévention contre la pandémie du Covid-19 à compter du vendredi 4 février (hier ndlr).

Ph : DR

Le chef de l'Exécutif a toutefois décidé de la levée de la mesure de suspension des cours. Les établissements scolaires devront à cet effet rouvrir demain après 17 jours de fermeture. Au terme de consultations avec le comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a en effet décidé de nouvelles mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire notamment au niveau du secteur de l'Éducation nationale. Ainsi, il a été décidé d'abord de la reconduction du dispositif actuel de protection et de prévention, à compter du vendredi 4 février 2022. Le PM a décidé, en outre, de la levée de la mesure de fermeture des établissements scolaires, à compter de demain, et ce dans le respect du protocole sanitaire validé par le comité scientifique et l'accélération de la vaccination des personnels de l'éducation nationale. Dans ce contexte, le gouvernement a tenu à rappeler que les cas de contamination enregistrés durant cette quatrième vague ont atteint le niveau le plus élevé depuis l'avènement de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Coronavirus (Covid-19) et appelle les citoyens à continuer à soutenir l'effort national de lutte contre cette épidémie mondiale par la poursuite du respect des gestes barrières en particulier pour ce qui est de l'exigence du port obligatoire du masque de protection, les mesures d'hygiène et la distanciation physique. Dans ce même cadre, le gouvernement a décidé de mettre en œuvre, avec toute la sévérité requise, les mesures de fermeture des établissements, espaces et lieux où serait constatée toute infraction aux mesures sanitaires édictées en la matière, notamment l'exigence du port obligatoire du masque de protection, les mesures d'hygiène et la distanciation physique ainsi que les protocoles sanitaires dédiés aux différentes activités.

PR DERRAR : « LA SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE N'EST TOUJOURS PAS STABLE»

Dans un entretien accordé à l'APS, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Faouzi Derrar, a affirmé que la propagation du sous-variant Omicron «BA.2 » sera prochainement à plus de 90%, appelant les personnes qui n'ont pas encore été vaccinées à le faire, et ceux qui ont reçu les deux premières doses à recevoir la troisième dose, expliquant que la vaccination protégeait de cette souche de 80 à 90%. Selon Derrar, malgré que cette souche ne présente pas de danger par rapport au variant Delta toujours aussi répandu, la situation épidémiologique n'est « toujours pas stable», regrettant le taux de vaccination qui n'a pas encore atteint le niveau requis, et le non-respect des mesures préventives. Le même responsable a mis en garde les personnes non vaccinées qui avaient été contaminées par le variant Omicron qu'elles pourraient être contaminées à nouveau par la sous-souche BA.2, et pourraient être hospitalisées, voire en réanimation en raison de leur immunité relativement faible. S'appuyant sur les données de l'Organisation mondiale de la santé, Pr. Derrar a indiqué qu'il n'était pas encore possible de prédire les changements qui se produiraient sur le virus Covid-19, et que le retour de certains variants comme Delta était possible, soulignant la nécessité d'adhérer à la campagne de vaccination, d'autant plus que l'Institut Pasteur dispose d'un stock de tous les vaccins, estimé à 11 millions de doses. Concernant le nombre de cas enregistrés quotidiennement (plus de 1000 cas) en Algérie, malgré la stabilité de la situation épidémiologique, il a évoqué des cas graves en réanimation outre des cas de décès, ajoutant que l'engouement sur la vaccination et le respect des mesures préventives contribueront à briser la chaîne de transmission de l'infection.

« LA VACCINATION DES ENFANTS N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR »

Par ailleurs, Derrar a salué la décision de fermeture des écoles après les cas de contamination enregistrés au sein des établissements éducatifs, précisant que la vaccination des enfants en Algérie « n'est pas à l'ordre du jour ». Le même responsable a souligné cependant que le meilleur moyen de protéger cette catégorie est la vaccination des adultes, à même de rassurer leurs enfants, a-t-il ajouté. Concernant la disponibilité des tests antigéniques au niveau des pharmacies privées, après la forte prolifération du variant Omicron, le professeur Derrar s'est félicité de l'initiative qui permet de rapprocher la santé du citoyen. Cependant, il a estimé que le lancement de cette initiative plus tôt aurait permis de briser la chaîne de contamination, et partant de réaliser de meilleurs résultats. Concernant les personnes vaccinées à deux doses et contaminées au virus, Derrar a expliqué que le degré de virulence du virus est moindre au bout du troisième jour de la contamination, mieux encore après 5 jours les patients peuvent vaquer à nouveau à leurs préoccupations, sans présenter le moindre risque de contamination. Pour les non-vaccinés, le virus atteint son summum du 8ème au 10ème jour de contamination, durée pendant laquelle le risque de contamination demeure présent, précisant qu'une seule personne peut en contaminer 10 de son entourage, et 1 patient sur 10 encourt le risque d'hospitalisation. Il faut souligner, à ce propos, que puisque la vaccination patine en Algérie, les risques des contaminations sont importants.

Ania nch.

LYES MÉRABET PRÉSIDENT DU SNPSP :

«451 professionnels de la Santé emportés par la Covid-19»

Le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique, Lyes Merabet, a fait savoir hier que le personnel médical a payé un lourd tribut depuis l'avènement de la pandémie du covid-19 qui a fait pas moins de 451 décès et des milliers de contaminés. Selon Mérabet qui s'est exprimé sur les ondes de la radio locale de Sétif, ce chiffre risque de passer à la hausse puisque beaucoup de personnels tous corps confondus sont actuellement hospitalisés voire même admis en services de réanimation en raison de leur état critique. D'autre part, le président du Snpsp a confirmé la courbe descendante des cas de contamination en Algérie traduite par la baisse de la pression sur les différentes structures de santé, des laboratoires et des pharmacies. D'après le même intervenant, si ce rythme de baisse se poursuit cette semaine, cela signifie que l'Algérie a laissé derrière elle la quatrième vague du Covid. Pour ce qui est de la levée des mesures de prévention, Merabet estime que le temps n'est pas encore venu pour le faire, soulignant qu'il fallait mieux attendre encore quelques semaines, en procédant à l'organisation de grandes opérations de vaccination. Par ailleurs, Lyes Merabet a salué la décision des autorités de suspendre les cours, ce qui a contribué selon lui à freiner considérablement les contaminations, relevant au passage qu'il était temps pour les enfants de rejoindre les bancs de l'école.

Ania nch.

CANCER

Près de 50 000 nouveaux cas enregistrés chaque année

Selon les données du registre national des cancers relevant de l'Institut national de la santé publique (INSP), l'Algérie enregistre annuellement près de 50 000 nouveaux cas de cancer tous types confondus. Parmi les types de cancer les plus répandus dans la société, le registre national cite le cancer colorectal, du poumon, de la prostate, de la vessie et de l'appareil digestif chez les hommes. Ensuite, le cancer du sein, le cancer colorectal, de la glande thyroïde et du col de l'utérus chez les femmes. Le cancer du tube digestif reste généralement le prédominant au niveau national chez les deux sexes. Les experts imputent cette large prolifération en Algérie, à l'instar de certains pays du monde, à plusieurs facteurs, dont le changement du mode alimentaire de la population, dominé par les aliments industrialisés, à des facteurs environnementaux, comme la pollution, les engrais qui sont ajoutés à l'agriculture, ainsi qu'à d'autres facteurs génétiques.

… ET PLUS DE 14 000 NOUVEAUX CAS DE CANCER DU SEIN

Le cancer du sein, un des types de cancer les plus répandus selon l'INSP, enregistre plus de 14 000 cas annuellement. Ce type de cancer a une particularité en Algérie, en ce sens qu'il touche les femmes à un âge précoce dans la limite des 40 ans, contrairement aux pays avancés où il se répand parmi les femmes âgées de 55 ans et plus. L'État déploie d'importants efforts en vue d'améliorer la prise en charge des personnes atteintes, à travers l'ouverture de plusieurs centres sur le territoire, en vue de rapprocher la santé du citoyen, l'ouverture de services de chimiothérapie dans tous les territoires, en sus de la formation des médecins généralistes en vue de contribuer, de concert avec leurs homologues spécialistes, dans le diagnostic et le dépistage précoce, dans le but de prendre en charge le cancer dès son apparition, ce qui permet de le classer parmi les maladies chroniques. Parmi ces efforts figurent également la restauration et la réactivation du Fonds national de lutte contre le cancer par le ministère de la Santé, afin de renforcer les régions nécessitant des équipements d'imagerie et de radiothérapie, ainsi que l'acquisition des médicaments innovants au profit des patients pour qu'ils puissent bénéficier du même type de traitement appliqué dans les pays développés et améliorer leur qualité de vie.

Ania nch

POINT COVID-19

Les contaminations au-dessous de la barre symbolique des 1000 cas/j

Prévue par les spécialistes de la santé nationale, la baisse de la courbe des contaminations à la Covid-19 poursuit sa décrue. Pour preuve, les cas confirmés au niveau des hôpitaux passent au-dessous de la barre symbolique de 1000 cas/jour. En effet, 970 nouveaux cas confirmés de Covid-19, 560 guérisons et 13 décès ont été enregistrés, hier, selon le communiqué quotidien du ministère de la Santé. Ainsi, le total des cas confirmés depuis l'apparition de la pandémie en Algérie s'élève à 256.806, celui des décès à 6.631, alors que le nombre de patients guéris est passé à 170.532 cas. Par ailleurs, 40 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 8 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 18 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 22 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

R.S

SPORT

IL VEUT GRAVIR UN AUTRE ÉCHELON EN FIN DE SAISON

Cinq mois décisifs pour Belaili à Brest

En pleine coupe arabe, en décembre dernier, l'international algérien, Youcef Belaili, avait surpris plus d'un en résiliant son contrat avec le club qatari, Qatar SC. A l'époque, il était sorti à la presse pour justifier sa démarche intervenant avant quelques semaines seulement de la CAN.

Phs : DR

Dans ses déclarations, l'enfant d'Oran a notamment promis de rejoindre un club européen. Mais au fil des jours, le doute commençait à gagner les fans algériens, surtout que le joueur de 29 ans a débuté le rendez-vous africain dans le statut de joueur ''chômeur''.

Passant à côté de la plaque au cours de cette messe footballistique continentale, l'ancien joueur de l'ES Tunis a vu sa cote prendre un sérieux coup. Raison pour laquelle on a commencé à évoquer un éventuel retour de Belaili dans un championnat du Golfe, lui qui avait eu également une expérience du côté d'Al Ahly de Djeddah.

Mais cette fois-ci, la détermination de l'ailier de charme algérien était très grande pour réaliser son rêve, celui de rejouer dans le Vieux continent après une première aventure éphémère et amère en même temps avec Angers SC, club pensionnaire de la Ligue 1 française.

Il a fallu néanmoins attendre le dernier jour du mercato hivernal en Europe pour voir Belaili atterrir au sein d'un autre club français, en l'occurrence, Brest. En signant un contrat de cinq mois seulement, l'international algérien a sûrement des idées en tête, car son ambition serait plus grande que de se contenter de porter le maillot d'un club aussi modeste qui lutte pour son maintien parmi l'élite française.

Et bien que parler de ce sujet soit très tôt, mais certains observateurs devançant un peu les événements, en estimant que si Belaili réussit avec Brest dans les mois restants de cette saison, et parvient à rendre des copies de premiers, il n'est pas à écarter de le voir débarquer au sein d'un gros bras de l'élite française la saison prochaine.

Déjà, on constate que tout le monde en France est fasciné par la popularité du joueur, et ce que son transfert a provoqué a fait grandir l'admiration pour le joueur, car il s'agit d'un véritable investissement à leurs yeux. Malgré cela, certains préfèrent prendre les choses avec des pincettes, non pas en raison des qualités intrinsèques du joueur, qui font, du reste, l'unanimité, mais c'est à cause notamment de son humeur. Il est clair que les ambitions du joueur sont bien plus grandes qu'une équipe comme Brest, et ce dernier ne pourra faire face, sur le plan financier, à d'éventuels désirs de certains clubs mieux nantis dans ce registre pour engager l'attaquant algérien.

Une éventuelle qualification aussi de la sélection algérienne pour la Coupe du monde, et la fièvre de ce rendez-vous planétaire qui va sûrement s'emparer de la communauté algérienne en France, pourrait bien inciter une équipe comme l'Olympique de Marseille à songer à s'attacher les services de Belaili, car elle gagnera beaucoup en contrepartie sur le plan financier, grâce à l'apport d'une galerie algérienne exceptionnelle.

Désormais, Belaili a quelques mois entre ses pieds pour donner une autre dimension à sa carrière. Sera-t-il à la hauteur ?

Hakim S.

A L'OCCASION DE LA 2E DEMI-FINALE DE LA CAN

Belmadi «scanne» les Lions indomptables

Passée la déception de l'élimination prématurée des Verts lors de la CAN, l'entraineur national, Djamel Belmadi, s'est tourné vers l'avenir proche, et celui-ci s'annonce difficile, vu que le prochain challenge de la sélection nationale sera tout simplement une double confrontation couperet en barrages qualificatifs pour le Mondial 2022 au Qatar.

L'adversaire des Verts en mars prochain a pour nom le Cameroun, des Lions indomptables qui n'ont jamais réussi à l'équipe algérienne dans l'histoire des matchs officiels ayant opposé les deux formations.

Cela n'est pas fait bien sûr pour dissuader Belmadi d' aller au bout de ses rêves. L'homme ne veut pas perdre du temps. Il a même commencé à remobiliser les troupes en demandant à chacun des membres de ce staff un rapport détaillé concernant le prochain adversaire de l'EN. L'objectif étant de rassembler un maximum d'informations concernant cette bête noire des Fennecs. Les Camerounais. D'ailleurs, le match de jeudi soir contre l'Egypte dans le cadre de la deuxième demi-finale de la CAN a été suivi avec beaucoup d'intérêt par Belmadi et ses collaborateurs.

Face à une bonne équipe égyptienne, le coach national a pu certainement tirer beaucoup d'enseignements sur le jeu des Camerounais, et leurs faiblesses surtout qui se sont dévoilées au grand jour contre des joueurs de la trempe de Mohamed Salah, Trezeguet et les autres attaquants égyptiens.

Le staff technique national aura ainsi pris note. Il faut dire que les hommes de Conceiçao sont dans le feu de l'action depuis le 9 janvier, ils ont dû combler leurs lacunes au fur et à mesure, mais celles-ci n'ont pas forcément été révélées, la faute au niveau affiché par les concurrents du pays organisateur un peu trop faibles.

Autrement dit, il y aura encore une ou plusieurs failles à exploiter, et c'est cette carte que Belmadi veut jouer en exhortant son staff à insister sur les forces et les faiblesses de l'adversaire, pour essayer de mieux le ''scanner'', et mieux se défendre en l'affrontant le mois prochain chez lui avant la seconde manche en Algérie.

Hakim S.

LIGUE 1 (17E JOURNÉE)

Favorable au leader et à son dauphin

La première partie de la 17e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue samedi, sera favorable au leader le CR Belouizdad et à son dauphin la JS Saoura, qui évolueront à priori sur du velours à domicile respectivement face à la lanterne rouge le WA Tlemcen et au RC Arbaâ.

Phs: DR

Battu lors de la précédente journée en déplacement au NC Magra (1-0), le Chabab (1e, 33 pts) doit impérativement réagir à la maison, pour préserver sa position en tête du classement. L'entraîneur brésilien du CRB Marcos Paqueta pourra de nouveau coacher son équipe sur le banc, après s'être guéri d'une infection au Covid-19. Le WAT (18e, 9 pts), qui a renoué avec la victoire, en l'emportant samedi à domicile face au MC Oran (1-0) après 15 matchs de disette, aura à cœur de créer la sensation au stade du 20-août 1955, même si sa mission s'annonce d'ores et déjà difficile. La JS Saoura (2e, 31 pts), qui reste sur un précieux succès à Alger face au NA Husseïn-Dey (2-1), aura une belle occasion de confirmer sa suprématie à Béchar, en accueillant le RC Arbaâ (10e, 20 pts). Les joueurs de l'entraîneur tunisien Kaïs Yaâkoubi devront tout de même rester vigilants devant une équipe qui se trouve en pleine confiance, après avoir aligné deux victoires de rang. De son côté, le MC Alger (5e, 27 pts), surpris à domicile le week-end dernier à domicile face à l'ASO Chlef (1-2), aborde-ra son déplacement à Oran pour défier le MCO (13e, 15 pts), avec la ferme intention de se racheter et chasser le doute. La formation oranaise, retombée dans ses travers en concédant un revers à Tlemcen, n'a plus droit à l'erreur, d'autant qu'elle reste sérieusement menacée par le spectre de la relégation. La formation phare des "Zibans" l'US Biskra (8e, 25 pts), dont les derniers résultats sont irréguliers, recevra le NAHD (14e, 14 pts), dans une mission qui reste dans les cordes des joueurs de l'entraîneur Youcef Bouzidi. Rien ne va plus chez le Nasria, qui reste sur une mauvaise série de trois défaites de suite, enfonçant un peu plus le club algérois dans les profondeurs du classement. Une réaction à Biskra est plus que souhaitable pour les "Sang et Or" qui pourront se retrouver relégables au terme de cette journée. Concurrents directs du NAHD pour le maintien, le RC Relizane et le HB Chelghoum-Laïd, logés ensemble à la 16 position avec 13 points chacun, auront l'avantage de jouer dans leur jardin, face respectivement au NC Magra (12e, 16 pts) et à l'Olympique Médéa (14e, 14 pts).

Le NCM, qui s'est donné un peu d'air grâce à son succès face au CRB, se déplacera en conquérant à Relizane pour défier une équipe du RCR, qui reste sur deux défaites de rang à l'extérieur. L'OM, quant à lui, détient un triste record cette saison, puisqu'elle reste sur une série noire de neuf défaites de suite. Cette 17e journée se poursuivra lundi avec deux matchs au programme : ASO Chlef - CS Constantine (17h00), et USM Alger - ES Sétif (18h00), alors que JS Kabylie- Paradou AC a été reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement des "Canaris" en Coupe de la Confédération.

DÉCÈS DE ZOUBA

Une minute de silence sera observée sur tous les stades d'Algérie

Une minute de silence en hommage à la mémoire de l'ancien joueur de l'équipe du FLN Abdelhamid Zouba, décédé mercredi soir, sera observée sur tous les stades d'Algérie ce week-end, a annoncé la Fédération algérienne de football(FAF) jeudi. "La FAF invite tous les officiels et toutes les équipes devant prendre part aux journées de championnat de ce week-end, toutes divisions confondues, d'observer une minute de silence avant le coup d'envoi de chaque match, et ce, en hommage à la mémoire de feu Abdelhamid Zouba, ancien joueur international de la glorieuse équipe du FLN et ancien sélectionneur national, ravi aux siens le mercredi 2 février 2022", indique un communique de l'instance fédérale publié sur son site officiel. Pour rappel, la 17e journée du championnat de Ligue 1 et la 16e de Ligue 2 se dérouleront samedi prochain.

MISE À JOUR/ 8E JOURNÉE

RCR-PAC avancé au 9 février

Le match de la mise à jour de la 8e journée du championnat de Ligue 1 de football entre le RC Relizane et le Paradou AC, prévu initialement vendredi 11 février, a été avancé de 48 heures, et se jouera le mercredi 9 février, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) jeudi sur son site officiel. Par ailleurs, l'instance dirigeante de la compétition a décidé, de reporter à une date ultérieure la rencontre JS Kabylie - Paradou AC, programmée lundi, pour le compte de la 17e journée du championnat. "La LFP a pris cette décision après la programmation par la Confédération africaine (CAF) du match JS Kabylie - Royal Léopards d'Eswatini, dimanche 6 février, dans le cadre du 2e tour préliminaire additionnel (retour) de la Coupe de la Confédération", précise la même source.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE

Le derby ESBA - RCK à l'affiche de la 16e journée

Le championnat national de Ligue 2, après une trêve hivernale de deux semaines, reprendra ses droits samedi, avec déjà quelques belles affiches au menu, notamment, le derby algérois ES Ben Aknoun - RC Kouba dans le Groupe Centre-Ouest, et le choc l'USM Annaba - NRB Téleghma entre ténors du Groupe Centre-Est. Outre cachet derby et la grande rivalité sportive entre les deux clubs algérois, le derby devrait revêtir une très grande importance sur le plan comptable, car les trois points qui seront mis en jeu ce samedi seront d'une importance capitale, aussi bien pour le leader koubéen que pour l'ES-BA (7e). En effet, en cas de victoire, le club de Ben Aknoun se rapprocherait considérablement du podium, et dès cette première journée de la phase "retour", ce qui lui permettrait d'entrevoir la suite du parcours sous de meilleurs auspices, alors que le RCK, qui ne compte que trois longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement, le CR Témouchent devra également l'emporter, pour préserver sa suprématie. Une menace d'autant plus sérieuses pour le Raed que le CR Témouchent aura la tâche facile au cours de cette 16e journée, en recevant la lanterne-rouge, SC Aïn Defla. Autrement dit, un match qui s'annonce déjà acquis pour l'actuel dauphin du Groupe Centre-Ouest, car appelé à défier un adversaire complètement meurtrit, comme en témoigne sa déroute contre l'ES Ben Aknoun (9-0), lors de la précédente journée. Même le leader du Groupe Centre-Est, la JS Bordj Ménael, sera probablement soumis à rude épreuve au cours de cette 16e journée, car appelé à se rendre chez le MO Constantine (10e) et qui reste sur une belle victoire en déplacement chez le CA Bordj Bou Arréridj (1-4). Un périlleux déplacement donc pour les Coquelicots, pendant lequel ils pourraient facilement laisser des plumes, au grand bonheur de leurs premiers poursuivants au classement, l'USM Annaba et le NRB Téleghma, qui s'affrontent dans un duel direct au stade du 19-Mai 1956. Autres duels intéressants qui vaudront le détour dans le Groupe Centre-Est, les chocs entre anciens pensionnaires de l'élite : JSM Skika – US Chaouia, JSM Béjaïa – CA Batna et CA Bordj Bou Arréridj – MO Béjaïa. Certes, ces clubs ont beaucoup perdu de leur prestige depuis leur relégation en Ligue 2, toujours est-il que l'enjeu sera de taille dans les duels qui les opposeront lors de cette 16e journée, particulièrement pour les Criquets du CABBA, actuels lanterne-rouge, avec seulement six unités au compteurs.
Même dans le Groupe Centre-Ouest, il y aura quelques duels intéressants, qui vaudront probablement le détour, notamment, USM El Harrach – ASM Oran, USM Bel-Abbès – WA Boufarik et JSM Tiaret – MC Saïda.

VAHID HALILHODZIC, SÉLECTIONNEUR DU MAROC :

«On m'a menacé de mort après la défaite contre l'Egypte»

Le sélectionneur bosnien de l'équipe marocaine de football Vahid Halilhodzic, a révélé jeudi avoir été menacé de mort, à l'issue de l'élimination du Maroc, dimanche en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2021 au Cameroun (reportée à 2022) face à l'Egypte (2-1, a.p). "On m'a menacé de mort après la défaite contre l'Egypte, j'ai l'habitude en tant qu'entraîneur, mais je reçois aussi des encouragements, cela me fait du bien", a indiqué Halilhodzic lors d'une conférence de presse tenue au Complexe Mohammed VI à Maâmoura près de Casablanca. Le Maroc qui espérait aller jusqu'au bout de cette 33e édition de la CAN, s'est fait éliminer par l'Egypte (2-1, a.p), en match disputé dimanche au stade Ahmadou Ahidjo à Yaoundé. Il a affirmé avoir reçu des messages menaçants tardifs, "vers 2h00 du matin" selon ses dires, certains internautes souhaitant lui "couper la tête". "Mon contrat avec les joueurs c'était d'aller jusqu'au bout ! mon objectif n'était pas les demi-finales, c'était la victoire finale !. Le président Lekjaâ a mis à ma disposition tous les moyens possibles pour m'aider dans mon travail", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner à propos de son avenir : "Je peux partir dès maintenant si vous voulez, je n'ai aucune pression de partir ou non, je suis déjà parti dans le passé. On a gagné tous nos matchs sauf celui-ci, une progression de 20 places au classement de la Fifa. Laissez-moi continuer de mon maximum pour aller à la Coupe du monde. C'est mon but, pour les supporters". Enfin, le technicien bosnien a encore une fois défendu son choix d'écarter l'un des joueurs vedettes de l'équipe marocaine : Hakim Ziyech (Chelsea/ Angleterre), non convoqué pour la CAN-2021. "J'ai déjà pardonné deux fois, la troisième ça suffit ! C'est pas facile pour moi non plus, mais il faut qu'on respecte l'entraîneur et l'équipe nationale. Je ne peux pas convoquer un joueur qui peut exploser le groupe, même s'il s'appelle Lionel Messi. Aimé Jacquet et Didier Deschamps sont devenus champions du monde en écartant les meilleurs joueurs. Je ne suis pas le premier à le faire", a-t-il conclu. Halilhodzic (69 ans), passé notamment par la sélection algérienne (2011-2014), avait rejoint le Maroc en août 2019, en remplacement du Français Hervé Renard.

CAN-2021

L'Egypte voudrait repousser la finale à lundi

"Je demande à la CAF que la finale soit jouée lundi", a lancé l'entraîneur adjoint de l'Egypte Diaa al-Sayed après la qualification contre le Cameroun, jeudi, car le Sénégal, son adversaire, bénéficie d'un jour de récupération supplémentaire. "Il y a une journée de récupération de plus pour le Sénégal, je souhaite que, comme on a avancé le match pour le 3e place (de dimanche à samedi, NDLR), on joue lundi", a précisé le technicien, remplaçant en conférence de presse le sélectionneur Carlos Queiroz, exclu pendant le match. Le Sénégal s'est qualifié mercredi contre le Burkina Faso (3-1) et l'Egypte a éliminé jeudi le Cameroun (0-0, 3 t.a.b. à 1). En 2019 les deux demi-finales de la CAN avaient été jouées le même jour. En 2017 l'Egypte a bénéficié d'un jour de récupération de plus que le Cameroun mais a perdu la finale (2-1). Cette année l'Egypte a disputé trois prolongations d'affilée pour se qualifier en finale.

LIGA

Le Barça "va revenir au top peu à peu", promet Aubameyang

Le FC Barcelone, à la peine sportivement et financièrement, va "revenir au top peu à peu", a promis jeudi sa recrue hivernale Pierre-Emerick Aubameyang, qui espère rejeter derrière lui ses derniers mois "compliqués" à Arsenal et "se concentrer sur le présent". "J'ai vécu des mois compliqués.

Cela arrive parfois dans le football", a expliqué l'international gabonais (32 ans) lors de sa présentation à la presse jeudi à Barcelone, évoquant sa mise à l'écart de l'effectif des Gunners. "Pour ma part, je n'ai jamais cru avoir fait quelque chose de mal. Mais tout cela est derrière moi, désormais je veux me concentrer sur le présent. Cela fait longtemps que je n'ai pas joué un match, mais dans ma tête, il est clair que je suis prêt à jouer et à aider l'équipe, et je sais que l'on va revenir au top peu à peu", a affirmé l'attaquant gabonais. Mis à l'écart à Arsenal par l'entraîneur Mikel Arteta, qui lui avait retiré son brassard de capitaine en décembre et qui ne l'a plus fait jouer depuis en raison de problèmes disciplinaires, Aubameyang espère rebondir en Catalogne.

OBJECTIFS ÉLEVÉS

"Je suis très heureux, je remercie le président (du FC Barcelone, ndlr) de m'avoir recruté, je vais tout donner. C'est pour moi un honneur d'être ici et de jouer pour le Barça", a lancé l'ancien d'Arsenal au début de son intervention. "Le Barça est un grand club qui doit gagner la Ligue des champions. On fera tout pour [la] gagner", a-t-il souligné. Des objectifs élevés confirmés par le président Joan Laporta, qui a précisé que le club catalan ambitionne de "gagner la Liga et, si possible, la Ligue Europa" cette saison. "Le joueur a montré qu'il avait envie de venir jouer au Barça, et pour nous, c'est fondamental. Nous sommes très reconnaissants. Bienvenu, +Auba+. On intègre un joueur du meilleur niveau, qui a fait un effort financier pour venir. C'est à saluer. Quand les comptes du Barça seront sains, il faudra remercier ces personnes-là", a lancé le patron du club blaugrana. À l'aise en espagnol, le Gabonais a indiqué que sa famille "est originaire d'Avila", au nord-ouest de Madrid, que son grand-père "était un grand fan de l'Atlético" et qu'"il doit être très heureux pour moi, là où il est".

"UN PEU DE STRESS"

Aubameyang a aussi raconté les détails de la folle dernière ligne droite du mercato : "le dernier jour fut très long. C'était fou. On a signé deux minutes avant la clôture. J'étais avec mon père chez lui, j'attendais. Dans l'après-midi, on m'a appelé pour me dire d'aller faire les examens médicaux. Un peu de stress, mais à l'arrivée, tout s'est très bien passé", a résumé l'attaquant. Sous contrat jusqu'en juin 2025 avec une clause libératoire de 100 millions d'euros mais avec une possibilité de départ en juin 2023, Aubameyang a déjà discuté avec son entraîneur Xavi, qui ambitionne de l'utiliser comme attaquant de pointe. Mais "Auba" s'est dit prêt à évoluer sur l'aile selon les besoins. Son arrivée assombrit un peu plus l'avenir de l'attaquant international français Ousmane Dembélé, poussé vers la sortie par ses dirigeants mais qui n'a pu trouver une issue avant la clôture du mercato. "Il s'entraîne très bien. La seule chose que je puisse dire, c'est qu'en tant qu'ami d'Ousmane, j'espère que lui et le club vont trouver une solution", a sobrement commenté Aubameyang, qui a côtoyé le Français à Dortmund (2016-2017).

ESPAGNE (23E JOURNÉE)

Choc Barça-Atlético

Après deux semaines de relâche, le championnat espagnol revient en force avec une affiche alléchante entre le FC Barcelone (5e) et l'Atlético Madrid (4e) au Camp Nou dimanche après-midi. Les champions d'Espagne en titre se déplacent chez un Barça qui s'est fortement renforcé lors du mercato d'hiver avec les arrivées d'Adama Traoré, Ferran Torres, Pierre-Emerick Aubameyang et, plus en amont, du vétéran Dani Alvés. L'enjeu est simple: l'équipe qui remportera ce choc occupera une place qualificative pour la Ligue des champions, après un début de saison en dents de scie pour les deux clubs. Parmi les autres matches en Liga ce week-end, notons le choc, dimanche, entre le Betis Séville (3e) et Villarreal (7e). Le Real Madrid, leader incontesté de la Liga, reçoit Grenade dimanche soir , avec une inconnue: l'avant-centre français Karim Benzema, touché à une jambe le 24 janvier contre Elche, pourrait être préservé en vue du choc de C1 face au Paris SG, le 15 février.

Le programme:
Vendredi 4 février
Getafe - Levante
Samedi 5 février :
Elche - Alavés
Majorque - Cadix
Celta Vigo - Rayo Vallecano
Osasuna Pampelune - Séville FC
Dimanche 6 février:
Valence - Real Sociedad
FC Barcelone - Atlético Madrid
Betis Séville - Villarreal
Real Madrid - Grenade
Lundi 7 février:
Athletic Bilbao - Espanyol Barcelone

ALLEMAGNE (21E JOURNÉE)

Bayern Munich- RP Leipzig à l'affiche

Le Bayern leader, reçoit à Munich le RB Leipzig (6e), tandis que le deuxième Dortmund accueille dimanche le troisième, Leverkusen, à l'occasion de la 21e journée du championnat d'Allemagne.

Le Bayern de Robert Lewandowski sera favori contre Leipzig: depuis l'accession des Saxons en première division en 2016, le "Rekordmeister" n'a perdu qu'une seule de leurs 13 confrontations (8 victoires, 4 nuls, 1 défaite), et s'est imposé cette saison 4-1 au match aller à Leipzig. Mais le RB, après son mauvais début de saison, remonte comme une fusée vers le Top 4, qualificatif pour la Ligue des champions. Il est même en tête au classement des matches "retour", avec trois victoires en trois matches en janvier et une différence de 8 buts marqués contre un encaissé. Dimanche, le dauphin Dortmund, à l'affût du moindre faux pas du Bayern (6 points devant), devra une nouvelle fois prouver contre Leverkusen qu'il est capable de constance, et pas seulement de coups d'éclats entre deux matches médiocres.

Les fans du Borussia rêvent de voir Erling Haaland, le buteur prodige, les mener vers un titre qui leur échappe depuis 2012, avant de vraisemblablement filer vers un grand club d'Europe en fin de saison.

Le programme :
Vendredi 4 février:
Hertha Berlin - Bochum
Samedi 5 février :
Bielefeld - Mönchengladbach
Augsbourg - Union Berlin
FC Cologne - Fribourg
Mayence - Hoffenheim
Stuttgart - Eintracht Francfort
Bayern Munich - RB Leipzig
Dimanche 6 février:
(15h30) Dortmund - Bayer Leverkusen
(17h30) Wolfsburg - Fürth.

ARSENAL

Un budget XXL l'été prochain

Longtemps dans la course pour recruter Dusan Vlahovic cet hiver, Arsenal a finalement échoué avec le transfert du buteur à la Juventus Turin pour 75 millions d'euros. Initialement prêts à investir massivement pour attirer l'international serbe, les Gunners comptent bien utiliser cet argent pour se renforcer à l'occasion de la prochaine période des transferts. Ainsi, d'après les informations du tabloïd britannique The Sun, le club londonien va disposer d'un budget estimé à 220 millions d'euros pour le mercato estival ! Avec une volonté de faire passer un cap à l'effectif à la disposition de l'entraîneur Mikel Arteta, la direction d'Arsenal cible notamment un milieu de terrain et deux attaquants.

COUPE DU ROI

Bilbao sort le Real

Le Real Madrid ne remportera pas la Coupe du Roi ! Au terme d'un quart de finale globalement équilibré, l'Athletic Bilbao a sorti la Maison Blanche (1-0), ce jeudi. Les Merengue, privés de Karim Benzema, au repos, ont craqué dans les derniers instants sur une superbe frappe enroulée de Berenguer consécutif à une mauvaise relance de Casemiro (89e). Isco aurait pu égaliser sur une frappe croisée à la fin du temps additionnel mais il a raté le cadre de quelques centimètres. Une déception pour la bande à Carlo Ancelotti.

ITALIE (24E JOURNÉE)

Derby à Milan, baptême à Turin

Même dans un San Siro à la capacité toujours plafonnée à 50%, le derby milanais s'annonce brûlant samedi. L'Inter, leader avec quatre points d'avance (et un match en moins, à jouer) sur Naples et l'AC Milan, a l'occasion de creuser le trou sur les Rossoneri. Zlatan Ibrahimovic, touché à un tendon d'Achille il y a deux semaines, est encore incertain à la pointe d'un Milan moins fringant depuis quelques semaines, face à des Intéristes quasiment au complet et en pleine confiance après 14 matches sans défaite. L'autre attraction du week-end est prévue dimanche soir avec les débuts attendus de Dusan Vlahovic avec la Juventus, contre l'Hellas Vérone à Turin. La "Vieille dame" (5e), outre le recrutement du co-meilleur buteur du championnat (17 buts) arrivé de la Fiorentina, a changé beaucoup de choses au milieu lors des ultimes heures du mercato lundi (départs de Kulusevski, Bentacur et Ramsey, arrivée de Zakaria). Avec l'espoir de trouver un second souffle pour mettre enfin le pied dans le Top 4, qualificatif pour la prochaine C1. Naples (2e) et l'Atalanta Bergame (4e), dans le collimateur de cette Juve redevenue ambitieuse, n'ont pas le droit à l'erreur face à des mal classés, Venise (17e) et Cagliari (18e).

Le programme:
Samedi 5 février:
AS Rome - Genoa
Inter Milan - AC Milan
Fiorentina - Lazio Rome
Dimanche 6 février:
Atalanta Bergame - Cagliari
Bologne - Empoli
Sampdoria Gênes - Sassuolo
Venise - Naples
Udinese - Torino
Juventus Turin - Hellas Vérone
Lundi 7 février:
Salernitana - Spezia.

PSG

Ramos vers un forfait contre le Real

À nouveau touché au mollet droit, Sergio Ramos (35 ans, 5 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) ne devrait pas être présent pour le 8e de finale aller de la Ligue des Champions contre le Real Madrid, prévu le 15 février au Parc des Princes. En effet, RMC affirme que les proches du défenseur central du Paris Saint-Germain sont pessimistes concernant un retour à 100% pour ce grand rendez-vous. Un coup dur pour l'ex-capitaine de la Maison Blanche, qui "continue de donner son maximum pour pouvoir être de retour le plus tôt possible, et dans le meilleur état possible".

MANCHESTER UNITED

Lingard n'est pas rancunier

Très peu utilisé ces derniers mois, Jesse Lingard (29 ans, 14 apparitions et 2 buts toutes compétitions cette saison) espérait quitter Manchester United lors du mercato hivernal. Mais les déboires de Mason Greenwood, écarté pour des raisons extra-sportives, ont poussé les dirigeants du club anglais à conserver le milieu offensif, qui n'est visiblement pas rancunier. "Le club m'a conseillé de prendre du recul pour des raisons personnelles ! Mais mon esprit est clair et je serai toujours professionnel quand on fera appel à moi et je donnerai 100%", a lâché le Red Devil sur Twitter.

BOUMERDÈS. ENVIRONNEMENT

Les zones humides, point d'attraction des familles

Les espaces mitoyens aux zones humides dans la wilaya de Boumerdès sont devenus le point d'attraction de nombreux citoyens notamment des familles attirées par la beauté des sites naturels peuplés par les oiseaux migrateurs.

Ph: DR

Les familles boumerdéssiennes profitent de l'opportunité du prolongement des vacances scolaires, visant à freiner la propagation de l'épidémie du Coronavirus, pour sortir avec leurs enfants et passer une journée entière dans les zones humides disséminées à travers la wilaya. Les barrages de Keddara et El Hamiz, le périmètre du Centre d'enfouissement technique (CET) de Zâatra à Zemmouri et les embouchures des Oueds Corso, Boudouaou et Boudouaou El Bahri figurent parmi les sites les plus fréquentés en ces derniers jours de repos. Sur place, de nombreuses mères de familles rencontrées par l'APS ont exprimé leur "grande joie" de se trouver "dans de si beaux endroits" en compagnie de leurs enfants, "pour déstresser et profiter des beaux paysages rehaussés par les scènes magiques qu'offrent au regard les oiseaux migrateurs qui les peuplent", se sont-elles félicitées.

Une impression d'ailleurs partagée par de nombreuses familles qui ont affirmé que ces visites sont l'occasion d'enseigner aux enfants l'importance des oiseaux d'eau migrateurs, qui arrivent en hiver en provenance des Continents européen et asiatique, ainsi que de l'Afrique du Sud pour retourner vers leurs sites d'origine à la fin du printemps et en début d'été. Outre leur rôle dans le maintien de l'équilibre de l'écosystème des zones humides et d'autres écosystèmes. "Plus de 19 000 oiseaux d'eau migrateurs ont été dénombrés au niveau de différentes zones humides de la wilaya de Boumerdes depuis l'arrivée de l'hiver", a indiqué à l'APS le conservateur des forêts de la wilaya, Ahmed Baâziz. Ce recensement s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des zones humides (2 février), organisée cette année sous le slogan " Travailler pour les zones humides, c'est travailler pour la nature et les hommes", a-t-il ajouté. M. Baâziz a souligné la répartition de ce nombre d'oiseaux d'eau migrateurs (19.000) sur plus de 20 espèces recensées au niveau de plus de 20 zones humides, entre plans d'eau permanents et temporaires, peuplés par des oiseaux et des poissons. Le même responsable a constaté la " disparition, chaque année, d'un certain nombre d'espèces d'oiseaux avec l'apparition de nouvelles, en fonction du climat, du taux d'humidité et du niveau des eaux disponibles dans ces zones", a-t-il expliqué. M. Baâziz a cité parmi les plus importantes espèces d'oiseaux d'eau dénombrées, le héron blanc, le canard colvert, la grande et petite aigrette blanche, le grand corbeau d'eau, la mouette blanche, le flamant rose, la foulque macroule, la sarcelle d'hiver et le petit gravelot.

Des représentants de la conservation locale des forêts et de la direction de l'environnement de la wilaya ont plaidé pour l'impérative "implication de tous les organismes concernés et des associations de la société civile à la protection de ces oiseaux d'eau migrateurs et des zones humides contre tous les risques qui les menacent, ainsi qu'à la préservation de la diversité environnementale caractérisant ces espaces".

Les plus importants de ces risques sont représentés par la dégradation du couvert végétal des périmètres mitoyens à ces zones, à l'origine de l'érosion des sols et de l'envasement des plans d'eau, outre la chasse anarchique et illégale de ces oiseaux, l'expansion urbaine, la pollution due aux eaux usées et le pompage excessif des eaux pour les exploiter dans l'irrigation ou à des fins domestiques.

MOSTAGANEM. AQUACULTURE

Quatre décisions de concession annulées et six investisseurs mis en demeure

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé l'annulation des décisions attribuées aux bénéficiaires de concessions de quatre projets d'investissement dans le domaine de l'élevage aquacole en cages flottantes et la mise en demeure pour six autres investisseurs en raison du retard dans la réalisation des projets, a-t-on appris mercredi auprès de la cellule d'information et de communication de la wilaya. Une réunion, présidée par le wali Aïssa Boulahia, a été consacrée au suivi de la situation de 21 projets d'investissement agréés pour l'élevage de poissons en cages flottantes au niveau des différentes zones d'activités du littoral de Mostaganem, a indiqué la même source. Lors de la réunion, le chef de l'exécutif de wilaya a décidé l'annulation de décisions de concession de quatre investisseurs n'ayant pas matérialisé leurs projets depuis 2019 et mis en demeure six autres en raison du retard dans la réalisation de leurs projets, avertissant que des mesures d'annulation seront prises en cas de défaillance, a-t-on ajouté à la wilaya. M. Boulahia a donné des instructions fermes pour l'aménagement de la zone d'activité d'élevage aquacole, dans la commune de Stidia, qui permet de réaliser une base de vie pour chaque investisseur activant dans ce domaine, en plus de la mise en concession de deux nouvelles zones d'activités en mer en face de Stidia (Ouest) et de Sidi Lakhdar (Est). A signaler que huit projets sont entrés, jusqu'à présent, en exploitation, dont cinq pour l'élevage de poissons en cages flottantes, selon un bilan de la direction de pêche et des produits halieutiques. Cinquante-deux (52) cages flottantes, dont 35 posées dans les zones d'exploitation au large, ont été importées dans le cadre de cette activité, selon la même source.

Pub

ORAN. DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sortie pour s'enquérir de la situation environnementale au lac "El Mactaa"

La direction de l'environnement de la wilaya d'Oran a effectué, mercredi, une sortie au lac "El Mactaa" pour s'enquérir de la situation environnementale dans cette zone humide, marquée notamment par l'obstruction des cours d'eau par des éleveurs pour abreuver le cheptel, a-t-on appris de la directrice, Samira Dahou. Cette sortie est organisée à l'occasion de la journée mondiale des zones humides en partenariat avec les conservations des forêts des wilayas d'Oran et de Mascara et d'associations environnementales, après que la Fédération nationale de la chasse ait signalé des agressions dans ce lac dont l'obstruction de cours d'eau, ce qui entraîne l'assèchement de ce lac, notamment dans la région située dans la wilaya d'Oran. Le lac "El Mactaa", réparti sur les wilayas d'Oran, de Mostaganem et de Mascara sur une superficie totale de pas moins de 23.000 hectares, est une zone humide classée dans le cadre de la Convention internationale de Ramsar, étant donné qu'elle contient de nombreuses caractéristiques naturelles et animales. Le président de la Fédération nationale de la chasse, Zahi Amar, qui a pris part à cette sortie, a souligné que l'obstruction d'oueds et cours d'eau crée des problèmes environnementaux dont celui de l'assèchement à certaines parties de cette zone provoquant la mort de poissons et le départ d'oiseaux d'eau qui perdent leurs nids. Tous les problèmes signalés dans le lac menaçant les êtres vivants et l'écosystème ont été recensés et les parties concernées à l'instar du ministère de l'Environnement, la Conservation des forêts et la Gendarmerie nationale ont été avisées, a-t-on fait savoir.

EL-BAYADH. EMPLOI

Insertion de plus de 350 jeunes dans des postes permanents

Plus de 350 jeunes ont été titularisés dans le secteur de l'éducation, cette semaine dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris du directeur du secteur, Ali Merah. L'opération d'insertion intervient dans le cadre de l'application du décret exécutif 336-19 portant intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et sociale des diplômés. Ces nouveaux effectifs sont répartis à travers différents postes du secteur de l'éducation, dont des intendants, documentalistes, secrétaires, agents administratifs, agents de saisie, agents de bureaux et professionnels de 2e et 3e niveaux. L'opération d'insertion dans le cadre du décret exécutif 336-19 a permis, depuis son lancement fin 2019, d'insérer jusqu'à ce jour plus de 1.000 jeunes, en attendant l'insertion de 153 autres restants parmi la catégorie ciblée, avant la fin de l'année en cours, dont des conseillers d'orientation scolaire, des intendants, des professionnels et autres. Le secteur de l'éducation prévoit l'ouverture d'autres postes budgétaires pour l'insertion des diplômés de licence et master dans enseignement, soit 1.000 jeunes. Pour rappel, le secteur de l'éducation emploie, actuellement dans la wilaya d'El Bayadh, plus de 8.400 travailleurs répartis à travers 260 établissements scolaires des trois paliers.

CONSTANTINE. CRSP

Un centre de recherche pour booster l'industrie du médicament

Premier du genre à l'échelle nationale, le Centre de recherche en sciences pharmaceutiques (CRSP) de Constantine œuvre à renforcer les potentialités de la recherche dans les différents aspects du médicament et des produits pharmaceutiques, indique-t-on auprès de responsables de ce centre.

Ph : DR

Opérationnel depuis une année, le CRSP, implanté dans la circonscription administrative Ali Mendjeli, a réalisé plusieurs études de bio équivalence de médicaments générique, élaboré un système de veille sur la Covid-19 et a obtenu son premier brevet auprès de l'INAPI couronnant les efforts de la jeune équipe de chercheurs. "Le CRPS dispose de son propre programme de recherche et œuvre en tant que prestataire de service à répondre aux sollicitations des laboratoires de production de médicaments et veille également à se forger une expertise au service de l'industrie pharmaceutique", a précisé à l'APS, le directeur du CRPS, Pr Abdelhamid Djekoune. Il a dans ce sens ajouté que l'objectif étant de "relever les défis imposés par les besoins de la santé publique et du développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie".

PREMIER BREVET, PREMIER PAS SUR LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE

Le CRPS a obtenu en 2021 son premier brevet sur l'optimisation d'une molécule utilisée dans la fertilité des femmes, délivré par l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI). "C'est un pas encourageant qui protège non seulement des données scientifiques et techniques mais encourage surtout les chercheurs du Centre à aller de l'avant", affirme le directeur de cet établissement scientifique. Dans la même année, plusieurs thèmes ont fait l'objet d'études au CRPS dans le cadre de sa principale mission, le développement de la recherche scientifique pharmaceutique. Ainsi, les chercheurs du CRPS ont élaboré une étude socio-économique sur l'exploitation des pâtes des poules dans la fabrication de la gélatine, sa valorisation et son exportation au profit d'un laboratoire d'industrie pharmaceutique, et ont réalisé une étude de bio équivalence des médicaments génériques pour un autre laboratoire et une autre étude sur l'action de médicament face à une cible cellulaire en utilisant l'intelligence artificielle, souligne-t-on. Le CRPS a également mis en place un système de veille sur la Covid-19 et ses différents variants. "Un travail de recherche sur la riposte immunitaire chez les patients algériens atteints du Covid-19 a été effectué par les chercheurs du Centre à travers les structures de santé en rapport avec la lutte contre ce virus et des informations ont été recueillies sur le coronavirus, son nouveau variant Omicron, et l'évolution de la pandémie dans le monde pour appuyer le travail de la communauté scientifique ", a encore détaillé Pr Djekoune. Accompagnant les laboratoires qui produisent les médicaments anti- cancéreux, le CRPS s'est également engagé dans une étude relative au traitement et décontamination des rejets des eaux utilisées dans la production de ces médicaments. Le Centre s'est également lancé dans l'élaboration d'une étude sur les aspects de formulation d'un médicament analogue au Baclofène, utilisé dans les maladies neurologiques, en collaboration avec une équipe de chercheurs de Tlemcen.

RENFORCEMENT DE L'EFFECTIF ET ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE DERNIÈRE GÉNÉRATION

Le plan d'action du Centre de recherche en sciences pharmaceutiques pour l'année en cours s'articule autour du renforcement de l'effectif par le recrutement de nouveaux chercheurs et la consolidation des ses laboratoires par de nouveaux équipements de dernière génération et le lancement du chantier de réalisation d'une grande animalerie, dans l'objectif de promouvoir le développement de ses activités scientifiques. Ainsi, le CRPS ambitionne de rallier à sa jeune équipe de chercheurs, de nouveaux profils en mesure de booster la recherche en pharmacologie et de constituer « une valeur ajoutée » aux scientifiques en place. Le Centre a également obtenu l'aval du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour l'acquisition de nouveaux équipements dédiés entre autres à l'analyse de la qualité du produit pharmaceutique, au processus de conception et formulation du médicament, et à l'efficacité de médicament. Aussi, un appel d'offre a été lancé pour la réalisation d'une grande animalerie pour le Centre après l'octroi du financement nécessaire, a assuré Pr Djekoune soulignant que cette animalerie permettra aux chercheurs de procéder à la réalisation des études in vitro. Le CRPS prévoit également de « s'ouvrir davantage » sur d'autres établissements universitaires et le secteur socio -économique. "Une des nos ambitions est de rassembler des compétences scientifiques autour de certains thématiques dans le cadre d'un travail de coopération qui nous rapproche du secteur socio-économique et permet de consolider les pas des uns et des autres dans le domaine de la recherche", souligne Pr Djekoune. Le même responsable a relevé que le CRPS s'intéresse au développement des produits pharmaceutiques à base de plantes médicinales et aux compléments alimentaires qui constituent, a-t-il souligné, "un créneau qui peut être rentable pour l'Algérie et les laboratoires de production de médicaments".

Actuellement, le Centre de recherches en sciences pharmaceutiques compte 20 chercheurs, deux (2) chercheurs associés, 10 ingénieurs et 10 administrateurs.

BOUIRA. RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ

Raccordement en 2021 de plus de 3 300 foyers

Au total 3 344 foyers ont été raccordés au réseau d'électricité à Bouira durant l'année 2021 dans le cadre d'une série de projets destinés à améliorer les conditions de vie des citoyens, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Le raccordement des 3 344 foyers a nécessité la réalisation, durant la même année, d'un réseau de 281 km de lignes électriques, selon un bilan présenté à la presse par la chargée de communication de la wilaya, Djamila Nouri. La plus importante partie des branchements au réseau électrique, soit 2 732 foyers, a été financée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), a-t-elle expliqué. Les opérations inscrites dans le cadre du programme complémentaire ont permis la réalisation de 79 km de réseau d'électricité pour doter les 612 foyers restants en cette énergie, a-t-on ajouté de même source. Pour ce qui est de l'alimentation en gaz naturel, un réseau de 591 km a été réalisé durant l'année 2021, ce qui a permis à près de 6 000 foyers, répartis sur différentes localités de la wilaya, de bénéficier de cette énergie, selon les détails fournis par la responsable de la communication de la wilaya de Bouira. "Les projets de raccordement des foyers au réseau de gaz ont été financés par la CGSCL et le programme complémentaire", a précisé Mme Nouri. Avec ces nouveaux branchements aux réseaux énergétiques, le taux de couverture de la wilaya en électricité a dépassé le seuil des 93 % à la fin de 2021, tandis que la couverture en gaz naturel avoisine les 88 % à la même échéance, selon les chiffres communiqués par la même responsable. "Les efforts se poursuivent pour faire bénéficier le plus grand nombre de foyers en ces deux énergies grâce à des opérations en cours de parachèvement dans plusieurs communes", a-t-elle dit. Le raccordement des foyers aux réseaux d'électricité et du gaz, ainsi qu'à celui d'alimentation en eau potable, est l'une des priorités absolues des services de la wilaya pour améliorer les conditions de vie des populations, notamment dans les zones enclavées, avait souligné auparavant le wali Lakehal Ayat Abdeslam.

BLIDA. DSA

Vers la vaccination de 80% des cheptels de la wilaya

La direction des services agricoles de Blida ambitionne de vacciner 80% des cheptels bovins, ovins et caprins de la wilaya contre les différentes maladies animales contagieuses qui sont à l'origine de pertes considérables en production, a-t-on appris mercredi de l'inspectrice vétérinaire principale chargée des maladies infectieuses Fella Benslama. "Tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été réunis par les services vétérinaires de wilaya, depuis le lancement de cette campagne qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois courant, à travers la mobilisation de la totalité des vétérinaires de la direction et 25 autres du secteur privé, dans le but de procéder à la vaccination d'au moins 80% du cheptel local", a indiqué à l'APS Mme Benslama. L'opération vise à vacciner les ovins et les caprins contre la fièvre aphteuse et la peste des petits ruminants, en plus de la vaccination des bovins et des chiens contre la rage, a ajouté la même responsable, avant de souligner que cette opération a reçu un écho favorable auprès des éleveurs bovins et ovins, conscients de l'importance de la protection de leurs cheptels, contre les maladies à l'origine d'énormes pertes. Mme Benslama a signalé, à ce propos, l'enregistrement, en 2021, de six foyers de rage, qui ont été traités et ayant nécessité l'abattage des bêtes infectées pour protéger le reste du troupeau, soulignant l'importance, pour les éleveurs, d'éviter d'introduire de nouvelles bêtes dans leurs fermes, sans certificat vétérinaire, tout en insistant sur le respect des règles d'hygiène. À noter que dans le cadre des mesures de lutte contre la rage, les services vétérinaires de la wilaya ont procédé à la vaccination de 1 300 chiens entre juin et décembre derniers, parallèlement à l'organisation d'une campagne d'éradication des chiens errants.

TIPASA. IRRIGATION AGRICOLE

Octroi de 50 autorisations de forage de puits

Quelque 50 autorisations de forage de puits pour l'irrigation agricole ont été accordées à des agriculteurs de Tipasa pour les aider à exercer leurs activités, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya qui ont annoncé l'élargissement progressif de cette opération à d'autres paysans. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures engagées par le Gouvernement pour encourager les agriculteurs à exercer leurs activités, en dépit de la faible pluviosité enregistrée localement comparativement aux campagnes agricoles précédentes, a-t-on ajouté de même source. L'octroi des autorisations de forage de puits au niveau des périmètres agricoles se poursuivra pour satisfaire environ 300 autres demandes validées par la commission technique de wilaya chargée de l'examen des dossiers, au cas par cas, qui a donné son accord sous condition de préserver les réserves d'eau souterraines.

SYRIE

À Atmé, des habitats sous le choc après la mort du chef de l'EI

Quand les forces américaines ont commencé à survoler mercredi soir la localité syrienne d'Atmé, où le chef du groupe État islamique se cachait, Mahmoud Chehadé a d'abord pris le grondement des hélicoptères pour une tempête. Mais une fois sorti de chez lui, il n'en a pas cru ses yeux: il est un peu après minuit, des hélicoptères braquent leurs lumières sur une maison et lancent des appels à travers des hauts-parleurs.

Ph : DR

"Nous avons entendu des appels demandant à une femme de se rendre," explique à l'AFP M. Chehadé, un habitant d'Atmé. Selon lui, une des voix parlait en anglais et une autre "traduisait en arabe et criait à la femme dans un dialecte irakien: +Rends-toi et laisse les enfants venir vers nous+". L'homme dit ne pas savoir si la femme en question s'était rendue. Selon un responsable de la Maison blanche, des forces spéciales américaines ont été héliportées dans la nuit de mercredi à jeudi près d'Atmé, une ville de la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie. Là ils ont lancé un assaut contre la maison dans laquelle se trouvait le chef du groupe État islamique, Abou Ibrahim al-Hachimi al-Qourachi.

"CHAUFFEUR DE TAXI"

Le dirigeant de l'EI "a choisi de se faire exploser", "sans égard pour la vie de sa propre famille", a déclaré plus tard le président américain Joe Biden. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), l'opération américaine a fait treize morts, dont quatre femmes et trois enfants. À Atmé, des habitants ont indiqué à l'AFP avoir entendu le bruit des hélicoptères suivi d'"explosions" et de "tirs" pendant environ deux heures. Ils ont pensé à une attaque contre des responsables du groupe jihadiste Al-Qaïda. Une grande partie de la province d'Idleb ainsi que des secteurs de provinces voisines sont dominés par Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda. D'autres factions jihadistes et des rebelles y sont présents. Selon Abou Ali, un déplacé vivant à Atmé, lors de l'opération, les soldats américains ont indiqué à des habitants de ne pas s'inquiéter et qu'ils venaient "les débarrasser des terroristes".

Aucun des voisins de Qourachi n'avait pensé que la modeste maison de deux étages dans laquelle il habitait avec sa famille abritait le chef du groupe qui a semé la terreur des années en Syrie et en Irak. Même Mohammed al-Cheïkh, le propriétaire de la maison, n'en revient pas. Il pensait que son locataire était chauffeur de taxi. Des photos de la maison prises par des photographes de l'AFP montrent plusieurs pièces où gisent à terre des matelas, couvertures, vêtements et jouets.

Des traces de sang sont visibles à divers endroits. De la suie recouvre des murs du bâtiment, dont une partie du premier étage a été détruite. M. Cheïkh a affirmé à l'AFP que Qourachi louait la propriété depuis 11 mois pour un loyer d'une centaine de dollars. "Je n'ai rien vu de suspect. Il venait juste me voir pour payer le loyer. Il vivait avec ses trois enfants et sa femme. Sa soeur, une veuve, et sa fille vivaient à l'étage au-dessus," raconte-t-il.

"FACILE À VIVRE"

Qourachi, de son vrai nom Amir Mohammed Saïd Abdel Rahman al-Mawla, était surnommé "le professeur" ou le "destructeur". Avant de prendre la tête de la nébuleuse terroriste, suite à l'élimination de son prédécesseur Abou Bakr al-Baghdadi fin 2019, il a joué un rôle important dans le massacre de la minorité kurdophone des Yazidis. Lors d'une de ses dernières rencontres avec le jihadiste, M. Cheikh raconte qu'il cueillait des olives près de la maison. "Il m'a offert un café. Quand je lui ai demandé comment il gagnait sa vie, il m'a répondu: +grâce à ma voiture+". M. Cheïkh décrit Qourachi comme une "personne facile à vivre et enjouée qui s'occupait de ses propres affaires". "Il s'habillait toujours de la même façon: un pantalon, une chemise et un gilet sans manches et avait toujours la tête couverte", dit-il. Maintenant qu'il connaît l'identité de son locataire, il ne décolère pas. "Si j'avais su, je ne l'aurais jamais laissé vivre dans ma maison", confie-t-il.

ETATS-UNIS

Biden s'insurge contre la violence par arme à feu

"Trop c'est trop": le président des Etats-Unis Joe Biden s'est insurgé jeudi à New York contre la vague de violences par arme à feu qui meurtrit la mégapole américaine et les grandes villes du pays, et a promis d'en faire plus contre la criminalité. Accusé de passivité par l'opposition républicaine, Joe Biden entend montrer aux Américains qu'il veut juguler la flambée de ces violences dans tout le pays, sujet politiquement miné pour lui, à quelques mois des élections législatives au Congrès. "Trop c'est trop parce que nous savons que nous pouvons faire quelque chose contre cela", a martelé Joe Biden devant une centaine de responsables de la ville et de l'Etat de New York. Ils étaient réunis au siège de la police new-yorkaise (NYPD) à l'invitation du nouveau maire démocrate Eric Adams, un ancien policier afro-américain partisan d'une ligne dure contre la criminalité. Dans un discours, le président américain a repris des chiffres à l'échelle nationale dénombrant "64 enfants blessés dans des violences par arme à feu depuis le début de l'année et 26 tués".

Au pouvoir depuis tout juste un an, Joe Biden a toutefois vanté "la mise en place d'une stratégie complète de lutte contre la criminalité par arme à feu dans des villes comme New York, Philadelphie et Atlanta et dans beaucoup d'autres". Tout en admettant que les autorités fédérales devaient "faire davantage", avant tout contre la prolifération d'armes vendues en kit, non répertoriées, et le tentaculaire trafic illégal. A ses côtés, Eric Adams est lui aussi sous pression depuis sa prise de fonction le 1er janvier. Surtout depuis que deux jeunes agents du NYPD ont été abattus le 21 janvier par un homme violent et armé à Harlem. Il a regretté que le gouvernement fédéral et les autorités locales n'aient "pas, contre la violence par arme à feu, une approche dans le style (d'une réponse au) 11-Septembre", appelant de ses voeux une meilleure coopération entre les corps policier et judiciaire. Il a réclamé une "réforme de la justice pénale dans cette ville et ce pays". En 2021, plusieurs villes ont enregistré des nombres record d'homicides. Magasins pillés à San Francisco, enfants tués par des balles perdues, fusillades faisant de nombreuses victimes: ces faits divers rythment l'actualité américaine.

AFGHANISTAN

Les talibans estiment «se rapprocher» d'une reconnaissance internationale

Les talibans "se rapprochent" d'une reconnaissance internationale après leur visite en Norvège, a déclaré leur ministre des Affaires étrangères lors d'un entretien avec l'AFP, tout en affirmant que le nouveau régime n'agira "sous la pression de personne" en matière de droits humains. Chef de la diplomatie des nouveaux maîtres de l'Afghanistan, Amir Khan Muttaqi a également appelé les États-Unis à débloquer les milliards d'avoirs afghans actuellement gelés pour lutter contre la profonde crise humanitaire dans le pays. Aucun État n'a encore reconnu le gouvernement instauré par les talibans depuis leur prise de pouvoir en août, à la faveur du retrait des troupes américaines. Mais la légitimité des fondamentalistes islamistes s'accroît progressivement, selon M. Muttaqi. "Concernant le processus pour être officiellement reconnus, (...) nous nous rapprochons de cet objectif", a-t-il déclaré à l'AFP lors de son premier entretien à la presse depuis les discussions tenues la semaine dernière en Norvège entre les talibans et plusieurs diplomaties occidentales. "C'est notre droit, le droit des Afghans. Nous poursuivrons notre combat politique et nos efforts jusqu'à obtenir notre droit", a-t-il ajouté. Les talibans affichent leur visite à Oslo, leur première réception diplomatique sur le sol européen depuis leur retour au pouvoir, comme un signe de reconnaissance internationale. Mais la Norvège, qui revendique une longue tradition de médiation internationale, estime que ces discussions ne constituaient "pas une légitimation ni une reconnaissance". "La communauté internationale souhaite avoir des interactions avec nous", a toutefois remarqué M. Muttaqi, en faisant valoir que son gouvernement travaille activement avec elle sur plusieurs dossiers. Un signe selon lui de la légitimité croissante des talibans. Plusieurs pays ont déjà leur ambassade à Kaboul et M. Muttaqi prévoit d'autres réouvertures. "Nous nous attendons à ce que les ambassades de certains pays européens et arabes ouvrent elles aussi", a-t-il assuré. Le nouveau régime taliban refuse toutefois d'agir sous la pression internationale, selon lui. Le gouvernement suit sa propre feuille de route en matière de droits humains, a-t-il affirmé, alors que les universités publiques ont rouvert dans une poignée de provinces d'Afghanistan mercredi et que quelques étudiantes sont revenues en cours, séparées des hommes.

TUNISIE

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans la contrefaçon de passeports sanitaires

Le ministère tunisien de l'Intérieur a annoncé jeudi avoir démantelé un réseau spécialisé dans la falsification et la conception de faux passeports sanitaires anti-COVID-19. Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a précisé que "la cellule nationale de recherche dans les crimes terroristes de la direction antiterroriste de la Garde nationale, en coordination avec le parquet du Pôle judiciaire antiterroriste, a découvert un réseau spécialisé dans la contrefaçon et la fabrication de passeports de vaccination contre le nouveau coronavirus". Le réseau est actif dans les quatre provinces du grand-Tunis et comprend des éléments religieux extrémistes qui rejettent les procédures de vaccination, a ajouté la même source, citant des investigations approfondies. Les membres de ce réseau ont été déférés au parquet qui a autorisé l'ouverture d'une enquête dans cette affaire, sachant que deux mandats de dépôt ont été ordonnés en la matière dans l'attente de l'aboutissement des investigations.

UKRAINE

Poutine fort du soutien chinois face aux Occidentaux

Vladimir Poutine a obtenu vendredi le soutien de la Chine de Xi Jinping dans le bras de fer qui l'oppose aux Occidentaux au sujet de l'Ukraine, les Européens intensifiant pour leur part les efforts diplomatiques pour éviter une guerre.

Ph : DR

Le Kremlin a confirmé attendre le président français Emmanuel Macron lundi et le chancelier allemand Olaf Scholz le 15 février pour des pourparlers avec le président russe. M. Macron se rendra également mardi en Ukraine, et M. Scholz y est attendu le 14 février. En visite à Pékin juste avant l'ouverture des JO, Vladimir Poutine a pour sa part plaidé avec son partenaire chinois dans une déclaration commune pour une "nouvelle ère" dans les relations internationales et la fin de l'hégémonisme américain. Dans ce document, les deux pays aux relations toujours plus tendues avec Washington dénoncent le rôle des alliances militaires occidentales, l'Otan et l'AUKUS (Australie, Royaume-Uni et Etats-Unis), les jugeant destructrices pour la "stabilité et une paix équitable" dans le monde. Ils se disent "opposés à tout élargissement futur de l'Otan", faisant écho à l'exigence principale de Moscou pour parvenir à une désescalade des tensions autour de l'Ukraine. Moscou a déployé des dizaines de milliers de soldats depuis des mois aux frontières de l'Ukraine, ce qui pour les Occidentaux est le signe d'une opération militaire d'envergure à venir. La Russie, qui dément tout projet en ce sens, dit en retour se sentir menacée par l'Alliance atlantique et réclame pour faire baisser les tensions la fin de sa politique d'élargissement et son retrait d'Europe de l'Est. Une demande jugée inacceptable par les Européens et les Américains. Moscou et Pékin se rangent derrière le concept de "l'indivisibilité de la sécurité", sur lequel le Kremlin se fonde pour réclamer un départ de l'Otan de son voisinage, arguant que la sécurité des uns ne peut se faire aux dépens de celle d'autres, en dépit du droit de chaque Etat, et donc de l'Ukraine, à choisir ses alliances.

BALLET DIPLOMATIQUE

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a proposé sa médiation dans la crise ukrainienne et était à Kiev jeudi, a lui accusé vendredi les Occidentaux "d'empirer les choses" entre la Russie et l'Ukraine. Les échanges russo-américains au vitriol continuent par ailleurs de s'enchaîner. Washington a assuré -- sans présenter de preuves -- que Moscou voulait préparer une vidéo d'une fausse attaque pour avoir un prétexte pour envahir l'Ukraine. Le Kremlin a balayé ces accusations, exhortant à "ne pas croire sur parole" les autorités américaines. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a dénoncé des allégations "délirantes". Les Européens ont de leur côté accentué les efforts diplomatiques pour éviter une guerre sur le flanc oriental de l'UE. Les visites de MM. Macron et Scholz en Russie comme en Ukraine s'inscrivent dans cette optique, la France et l'Allemagne étant les deux médiateurs du conflit entre Ukrainiens et séparatistes prorusses soutenus par Moscou. "De nombreux sujets sont à l'ordre du jour. Avant tout, il y aura des discussions sur les garanties de sécurité" exigées par Moscou, a indiqué le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, au sujet de la visite de M. Macron. L'Ukraine s'est pour sa part dite satisfaite vendredi du soutien occidental, qui a selon elle permis de mettre en échec "la stratégie d'intimidation" des derniers mois de Moscou. Le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba a même assuré que "la Russie a perdu cette partie". Victoire symbolique, le géant américain YouTube a fermé vendredi des chaînes utilisées par les séparatistes prorusses, en guerre depuis 2014 contre les forces de Kiev. Ce conflit a fait plus de 13.000 morts. De son côté, le ministère russe de la Défense a publié des vidéos d'impressionnantes manoeuvres militaires au Bélarus, un voisin de l'Ukraine et allié de la Russie, impliquant chars et avions de combat. Ces exercices en plusieurs étapes doivent durer jusqu'au 20 février, et Washington a estimé qu'ils aggravaient les tensions dans la région, jugeant que le Kremlin préparaient l'envoi de 30.000 hommes au Bélarus.

RD CONGO

33 rebelles tués au Sud-Kivu, selon l'armée

L'armée congolaise a annoncé vendredi avoir tué une trentaine d'hommes armés dans une contre-offensive menée face à des milices locales alliées à des rebelles burundais, au Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Cette "opération de grande envergure" a été menée du mercredi à jeudi contre "les groupes Maï-Maï (milices communautaires, ndlr) alliés aux rebelles FNL (Forces nationales de libération du Burundi) et RED-Tabara burundais", dans le groupement Katonera, indique un communiqué du porte-parole de l'armée dans la région, le lieutenant Marc Elonga Kyondwa. Le bilan est de "33 miliciens neutralisés (tués) dont trois leaders", indique cette source. "Les opérations en profondeur continuent, tout est sous contrôle des FARDC (armée congolaise)", affirme-t-elle. "Il s'agit de la riposte de l'armée contre ces groupes rebelles dans les montagnes surplombant la ville d'Uvira" après l'attaque de l'une de ses positions, a expliqué le lieutenant Elonga. Mercredi et jeudi, "des détonations d'armes lourdes et légères en provenance de ces collines étaient entendues" depuis la ville d'Uvira, située à environ 7 km de la ligne des combats, a déclaré André Byadunia, président de la société civile locale. Les groupes rebelles burundais FNL et RED-Tabara ont leurs bases arrières dans l'est de la RDC, une région déstabilisée depuis plus de 25 ans en raison de la présence de dizaines de groupes armées locaux et étrangers.

MIGRANTS À LA FRONTIÈRE POLONO-BÉLARUSSE

Le Conseil de l'Europe critique Varsovie

La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, a pointé vendredi la "pratique répétée et systématique" de la Pologne de "renvoyer" migrants et demandeurs d'asile au Bélarus voisin, lui-même accusé d'orchestrer une crise migratoire, ce qu'il dément. Mme Mijatovic, qui s'était rendue à la frontière polono-bélarusse en novembre, "considère qu'il existe en Pologne une pratique répétée et systématique consistant à renvoyer les migrants et les demandeurs d'asile" au Bélarus, a indiqué le Conseil de l'Europe, vigie des droits de l'Homme sur le continent, dans un communiqué relayé par des médias. "La Pologne renvoie ces personnes sans avoir examiné la situation particulière de chacune et notamment sans avoir déterminé si elles pourraient prétendre à une protection internationale", a estimé le Conseil.

Dans son texte, l'organisation paneuropéenne résume les remarques de Mme Mijatovic transmises à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans le cadre d'un dossier qui concerne la situation de 32 Afghans à la frontière entre les deux pays.

La commissaire pointe aussi "l'attitude des autorités polonaises, qui n'apportent pas d'aide humanitaire aux demandeurs d'asile et aux migrants" et "restreignent l'accès à la zone frontalière pour les personnes et les organisations qui pourraient fournir une telle aide humanitaire et une assistance juridique".

"Cette attitude aggrave encore la situation déjà très difficile (...) à laquelle sont confrontés de nombreux demandeurs d'asile et migrants bloqués à la frontière (...), entraînant de graves problèmes de santé chez beaucoup d'entre eux et plusieurs décès", écrit le Conseil. Mme Mijatovic dénonce aussi le "harcèlement" et "l'intimidation - imputables en partie à la stigmatisation des migrants et des réfugiés dans le discours officiel - visant les organisations humanitaires, les militants et les habitants de la région qui font preuve de solidarité avec ces personnes".

ETHIOPIE

20.000 réfugiés soudanais et sud-soudanais ont besoin d'assistance

Quelque 20.000 réfugiés soudanais et sud-soudanais ont besoin d'une assistance urgente dans la région du Benishangul-Gumuz, dans le nord-ouest de l'Ethiopie, après la destruction et le pillage de camps dans lesquels ils vivaient, a indiqué l'ONU vendredi. Ces milliers de personnes se sont vues obligées de fuir des combats et ont rejoint les environs de la capitale régionale, Asosa, a indiqué le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), Boris Cheshirkov, lors d'un point de presse régulier de l'ONU à Genève. "Plus de 20.000 réfugiés ont pris la route sur de longues distances pour rejoindre trois sites" proches d'Asosa, où ils sont arrivés "épuisés et ayant besoin d'assistance", a-t-il expliqué. Les autorités locales ont mis à disposition un terrain d'une capacité d'accueil de 20.000 personnes sur lequel le HCR installe des points d'eau, des latrines et des abris. Des combats entre forces fédérales et des groupes armés non identifiés le 18 janvier près de la ville de Tongo ont mené à la destruction et au pillage du camp qui abritait 10.300 personnes, selon le HCR. Un autre camp, celui de Gure-Shembola, avait déjà été pillé à la fin décembre, a précisé le porte-parole, ajoutant que ces deux endroits restaient totalement inaccessibles et que toutes les équipes humanitaires avaient été forcées d'évacuer. Le Benishangul-Gumuz - frontalier du Soudan et du Soudan du Sud - connaît une situation très tendue depuis la fin 2021. Elle abrite plus de 70.000 réfugiés de ces deux pays ainsi que 500.000 éthiopiens déplacés internes. Environ 70 réfugiés soudanais, essentiellement des enfants et des femmes, sont retournés au Soudan, où le HCR les aide et où il prépare le retour éventuel d'autres réfugiés. Les trois autres camps du HCR dans la région (Bambasi, Sherkole et Tsore) restent ouverts et les services de base y sont assurés, a souligné l'organisation onusienne. Le HCR a aussi souligné que pour l'heure il n'avait reçu que 9% des 335 millions de dollars dont il estime avoir besoin cette année pour financer son aide dans l'ensemble du pays.

COVID-19

Le Brésil enregistre un record journalier avec près de 300.000 infections

Le Brésil a enregistré un record journalier de 298.408 infections au nouveau coronavirus et 1.041 décès ces dernières 24 heures, portant le total national des infections à 26.091.520 et celui des morts à 630.001, a annoncé jeudi le Conseil national des secrétaires à la santé (CONASS). Selon le ministère de la Santé, la capitale, Brasilia, et huit Etats du pays ont un taux d'occupation hospitalière de plus de 80% à cause de la propagation rapide du variant Omicron. Au Brésil, 152,5 millions de personnes ont entièrement été immunisées contre le nouveau coronavirus, 166 millions autres partiellement vaccinées, tandis que 40,4 millions de personnes ont reçu une dose de rappel, selon l'agence de presse publique Agencia Brasil.

FOIRE DU LIVRE DU CAIRE

700 titres pour les éditions Alpha

La Maison algérienne d'édition et de distribution Alpha est présente dans les festivités de la 53e Foire du livre du Caire, avec 700 titres académiques, dont la plupart sont des publications récentes (2021-2022) dans plusieurs disciplines, notamment la littérature, l'économie, la gestion, l'histoire, la politique et le droit.

Ph :DR

Dans son pavillon d'exposition, le directeur de la maison d'édition, Sadek Bourbiâ, a déclaré jeudi qu'il existait également des livres dans d'autres disciplines telles que l'information et la communication et les sciences sociales, estimant que la foire, qui figure parmi les plus grands rassemblements réels d'éditeurs, a permis au public égyptien et arabe de s'informer sur les différents arts, sciences et littératures algériens et sur l'industrie de l'édition. M. Bourbiâ a affirmé que la participation à cette foire, qui a ouvert ses portes aux exposants le 26 janvier dernier, constitue "une occasion de plus pour faire connaître les publications de l'entreprise et aussi un rendez-vous important pour représenter la culture, la littérature et la pensée algériennes à travers la production intellectuelle et littéraire". Il a remercié, à cette occasion, les autorités pour tous leurs efforts pour améliorer ce domaine et apporter une aide aux éditeurs. Il a saisi cette occasion pour rappeler son élection en sa qualité de directeur de la Maison Alpha Documentation, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Union des éditeurs arabes lors des élections de la dixième session du Conseil des éditeurs, après avoir obtenu 226 voix et qu'il a été plébiscité pour présider le livre numérique dans l'Union.

Enfin, M. Bourbiâ a réitéré la nécessité d'intensifier la participation à des manifestations aussi importantes pour faire connaitre la culture algérienne et la commercialisation de la production intellectuelle et scientifique, saluant les efforts consentis par les autorités concernées pour améliorer le fonctionnement de ce secteur.

"ONE BEAT"

La prestigieuse résidence de création musicale pour la 1ère fois en Algérie

L'Algérie accueille pour la première fois cette année la prestigieuse résidence de création musicale "One Beat", du 21 février au 13 mars, dans l'oasis de Taghit (wilaya de Béchar) et dans la capitale, avec la participation de 25 musiciens algériens, américains, et en provenance des pays nord africains et du Sahel. Cette manifestation musicale, organisée par l'Ambassade des États-Unis d'Amérique en Algérie en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts et baptisée "One Beat Sahara", est une résidence de création musicale de haut niveau qui devra se dérouler durant deux semaine dans l'oasis de Taghit avant de se poursuivre pour une autre semaine à Alger, explique le musicien et chanteur Chakib Bouzidi, un des directeurs artistiques et initiateurs du projet en Algérie.

Durant cette résidence, les participants auront l'occasion d'échanger leurs expériences et leurs savoir-faire dans des ateliers thématiques de composition, d'écriture et d'enregistrement, en plus de pouvoir interagir avec l'environnement et la culture de l'oasis avec des échanges et des expositions d'instruments de musique dans les rues de cette petite ville touristique très prisée.

D'autres ateliers sur le "rapport de la musique à l'action sociale" et des opérations à caractère social et solidaire en collaboration avec le mouvement associatif local sont également au programme de "One Beat Sahara", connu pour son engagement social. La manifestation devra prendre fin dans la Saoura par un grand concert en plein air qui est prévu près de la station de gravures rupestres de Taghit, annonce Chakib Bouzidi.

Les résidences de compositions et de préparation de spectacles devrons se poursuivre à Alger, dans le cadre patrimoniale de la villa Dar Abdeltif, où des ateliers de promotion de l'art et de la musique algérienne sont également au programme avant de clôturer l'événement par un grand concert à l'Opéra d'Alger, Boualem-Bessaih, le 11 mars prochain, selon le directeur artistique. Les participants devront se familiariser et travailler sur différents styles de musiques africaine et afro-américaine comme le diwan, le blues le Hip-hop et le jazz avec un focus particulier sur la musique raï et le chaâbi. "One Beat Sahara" verra la participation de musiciens algériens et américains en plus de nombreux artistes en provenance de pays comme le Mali, le Niger, la Tunisie, ou encore la Mauritanie qui devront également produire un album collectif.

Leader du groupe "Ifrikya Spirit", connu pour sa recherche et son brassage musicale, et musicien maîtrisant un grand nombre d'instruments traditionnels africains, Chakib Bouzidi qui a participé à ce programme en 2019, a indiqué que cette session prévue en 2021 a été reportée à cause de la pandémie de coronavirus.

Autre invité de marque dans le staff de cette manifestation, le grand batteur, auteur compositeur algérien Karim Ziad qui a mené de très nombreux projets musicaux internationaux, et qui devra apporter son expérience et son savoir-faire aux musiciens participants. Il assure lui aussi la co-direction artistique de la résidence avec les Américains Domenica Fossati et Haile Supreme "One Beat Sahara", qui se tiendra en célébration du dixième anniversaire de la création de cette résidence de création américaine, vise à exploiter les liens culturels, musicaux, linguistiques, patrimoniaux et identitaires qui rassemblent les pays d'Afrique du nord et du Sahel et la diaspora qui en est originaire, particulièrement celle installée aux États-Unis.

ITALIE

Décès de l'actrice Monica Vitti

L'actrice italienne Monica Vitti, qui a illuminé de façon magistrale l'oeuvre iconique de son compatriote Michelangelo Antonioni avant de devenir l'une des reines de la comédie italienne, est décédée mercredi dernier à l'âge de 90 ans, a annoncé le ministre italien de la Culture Dario Franceschini dans un communiqué. Monica Vitti a parfaitement incarné les personnages tourmentés de la "tétralogie de l'incommunicabilité": "L'Avventura" (1960), "La Nuit" (1961), "L'Eclipse" (1962) et "Le Désert Rouge" (1964), quatre films qui ont fait entrer Antonioni au panthéon du cinéma mondial, tout en donnant à l'actrice alors trentenaire une notoriété internationale.

Le Premier ministre italien Mario Draghi a salué "une actrice d'une grande ironie et d'un talent extraordinaire", qui "a conquis des générations d'Italiens grâce à son esprit, son talent et sa beauté". "Elle a fait briller le cinéma italien dans le monde entier", a-t-il affirmé. Née à Rome en 1931, Monica Vitti, diplômée en 1953 de l'Académie nationale d'art dramatique, se lance d'abord dans une carrière théâtrale, où brille déjà son talent comique, l'une de ses marques de fabrique.

C'est d'ailleurs dans des seconds rôles au cinéma de veine comique qu'elle est repérée par Michelangelo Antonioni, avec qui elle noue rapidement une relation artistique et sentimentale. C'est ainsi qu'elle incarne successivement la Claudia tourmentée de "L'Avventura", la Valentina tentatrice de "La Nuit", la mystérieuse Vittoria de "L'Eclipse" et la Giuliana névrosée du "Désert rouge".

Après son passage chez Antonioni, elle devient l'une des protagonistes de la comédie à l'italienne, où elle tient tête à ses homologues masculins, du calibre d'Alberto Sordi, Ugo Tognazzi, Vittorio Gassman ou Nino Manfredi. Elle brille ainsi en particulier dans "La Fille au pistolet" (1968), un film à succès de Mario Monicelli. L'actrice a remporté de nombreux prix au cours de sa carrière, notamment un Lion d'or à Venise (Italie) pour l'ensemble de sa carrière et un Ours d'argent à Berlin (Allemagne).

PARUTION

Mahdi Boukhalfa publie un recueil de ses chroniques de presse

Le journaliste et écrivain Mahdi Boukhalfa propose à ses lecteurs de redécouvrir ses écrits dans la presse nationale à travers un nouveau recueils de chroniques, parues entre 2015 et 2017, et qui invite à s'attarder sur les comportements et phénomènes sociaux, sur la conjoncture économique et sociale et sur le quotidien des Algériens pendant ces trois ans.

Publié aux Éditions du net sous le titre satirique "Khaouty, avancez l'arrière, Bons baisers d'Algérie", ce recueil de 406 pages comporte 131 chroniques abordant, sous la dérision, la vie quotidienne et les phénomènes sociaux du pays. Sociologue de formation, l'auteur aborde cette période comme une "bulle suspendue dans le temps" produisant des "états sociologiques (...) devant un désordre social". Il revient avec une pointe de dérision sur les difficultés sociales et économiques marquantes de ces trois années. Face à cette situation, Mahdi Boukhalfa avait souvent relevé la résilience des citoyens dans des chroniques relatives au pouvoir d'achat, le ramadhan ou encore les grèves dans le secteur des transports. Sur le plan de la vie politique et de l'actualité internationale, de nombreuses chroniques abordent, entre autres, des faits marquants comme les élections présidentielles en France et aux États-Unis. L'auteur propose également dans cet ouvrage des chroniques sur le football et les qualifications pour le mondial russe de 2018, sur le système éducatif, ou encore sur les habitudes touristiques des Algériens, tout en scrutant les réactions de la rue et de la toile sur ces thématiques. Né à Alger en 1955, Mahdi Boukhalfa est sociologue de formation et journaliste de profession qui a entamé sa carrière en 1983 à l'agence de presse Algérie presse service. Il signe en 2019 son premier ouvrage "Mama Binette, naufragée en Barbarie" qui sera suivi de "La révolution du 22 février" et "La marche d'un peuple, les raisons de la colère" sorti fin 2020 et de "Pavillon Covid-19, sept jours en enfer" un récit publié en début d'année. En 2021, il publie "La Cantera, il était une fois Bab El-Oued", un récit sur l'histoire de l'un des quartiers emblématiques d'Alger, Bab El-Oued, sa création, le mode de vie qui y régnait de la période coloniale aux années 1980.

TUNISIE

Appel à candidature pour le Festival du "Printemps de fidélité au Théâtre arabe"

Un appel à candidature pour participer au 13e Festival du "Printemps de fidélité au Théâtre arabe", dans le registre du "Duodrame", prévu dans la ville tunisienne de Djendouba du 20 au 24 mai prochains, a été lancé, par les organisateurs sur la page Facebook du festival. Au-delà des compétitions dans les sections du monologue et du Théâtre de la rue, réservés exclusivement aux troupes tunisiennes, les spectacles de l'ensemble des pays arabes, présentés en duos et conduits par un staff technique et artistique ne dépassant pas les quatre personnes, pourront prendre part à ce festival, expliquent les organisateurs. Les troupes de théâtre devront transmettre leurs dossiers de candidature, à l'adresse électronique, theater.elwafa@gmail.com avant la fin du mois en cours, les conditions et modalités de participation étant disponible sur la page Facebook du festival.

Décès de Abdelhamid Zouba : le Président Tebboune présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances à la famille du défunt Abdelhamid Zouba, ancien joueur de l'équipe nationale de football du FLN et ancien entraineur national, décédé, mercredi soir, à l'âge de 87 ans, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "Le destin a voulu que soit rappelé auprès d'Allah Tout-Puissant, l'un des sportifs nationaux, le regretté Abdelhamid Zouba, que Dieu ait son âme", a écrit le président Tebboune. "Avec sa disparition, l'Algérie et la scène sportive perdent l'un des champions sportifs qui

ont brillé dans plusieurs clubs sportifs à l'étranger, ont hissé haut le drapeau national sous la bannière du Front de libération nationale et fait retentir fort la voix de la justesse de la cause nationale . Le regretté a poursuivi son parcours en étant à la tête de clubs sportifs algériens et en entrainant la sélection nationale à des périodes successives", ajoute le Président de la République. "En cette douloureuse épreuve, je tiens à vous adresser ainsi qu'à l'ensemble de la famille sportive, mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion et de sympathie, priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir dans Son vaste Paradis. À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a-t-il conclu.

Nike porte plainte contre StockX, une plateforme qui vend des NFT de baskets

Nike a porté plainte jeudi à New York contre la plateforme américaine de commerce en ligne StockX pour la commercialisation, sans sa permission, de NFT de baskets de la marque, ces certificats de propriété numérique infalsifiables et très en vogue. "StockX +imprime+ des NFT qui comportent, de façon proéminente, les logos de Nike, en fait la promotion en utilisant la marque Nike et vend ces NFT à des prix gonflés à des consommateurs peu méfiants qui croient ou sont susceptibles de croire que ces +actifs numériques+ (comme StockX les appelle) sont approuvés par Nike alors qu'ils ne le sont pas", indiquent les avocats de Nike. Le géant des baskets réclame des dommages et intérêts ainsi qu'une injonction du tribunal pour forcer StockX à cesser ces ventes. La plateforme américaine propose d'acheter et de revendre des vêtements et produits technologiques, mais elle est d'abord spécialisée dans les enchères sur les baskets. Les amateurs peuvent y trouver des paires de collection qui s'échangent à jusqu'à des centaines de milliers de dollars, à l'instar des mythiques Air Jordan. Elle propose aussi désormais des "Non-Fungible Token" (NFT), ces objets numériques dont la propriété est traçable.

Espagne : 16 migrants disparaissent lors d'un naufrage près des Canaries

Au moins 16 personnes ont disparu dans le naufrage d'une embarcation de migrants à quelques dizaines de kilomètres au large de l'archipel espagnol des Canaries, ont indiqué jeudi les autorités. La veille, les secours en mer avaient localisé ce bateau et ramené à terre une quarantaine de migrants, dont un évacué d'urgence par hélicoptère, ainsi que le corps d'une personne décédée. Les recherches s'étaient poursuivies pour retrouver d'autres occupants du bateau. "Selon les témoignages de 40 migrants qui ont été secourus" après le naufrage, "16 personnes sont tombées à la mer hier (mercredi) près de Fuerteventura", a déclaré à l'AFP une porte-parole de la préfecture des Iles Canaries. L'opération de secours a eu lieu à 35 kilomètres au sud de l'Ile de Fuerteventura, l'île de l'archipel espagnol la plus proche des côtes africaines, et notamment du Maroc, d'où partent souvent des embarcations pour tenter de rallier le sol européen.

Cocaïne frelatée en Argentine : le bilan grimpe à 22 morts

Les autorités argentines estimaient jeudi la situation "stabilisée" après avoir récupéré une grande partie de la cocaïne frelatée qui a tué au moins 22 personnes près de Buenos Aires et a jeté une lumière crue sur l'ampleur du problème de la drogue dans le pays. "En principe, nous avons stabilisé la situation" a déclaré le chef de cabinet du gouvernement provincial, Carlos Bianco. Il a évoqué une "grande tragédie" évitée grâce à la récupération "d'une grande quantité de doses" depuis 24 heures. Le ministre provincial de Santé, Nicolas Kreplak, a confirmé que le point de vente de la cocaïne, situé à Loma Hermosa, une banlieue pauvre à 40 km au nord-ouest de Buenos Aires, avait été "démantelé et que 20 000 doses avaient été confisquées". Il n'a pas précisé la proportion de doses de ce total qui étaient effectivement frelatées.

Trois trafiquants d'un réseau local dont dépendait le point de vente, un taudis inhabité, ont été arrêtés à l'aube jeudi. Les autorités avaient confirmé mercredi 10 interpellations. Huit personnes restaient en détention jeudi, selon les médias locaux. L'analyse de la drogue n'avait pas encore identifié jeudi la substance avec laquelle elle a été coupée, mais le ministère provincial de la Sécurité suspectait dans son alerte épidémiologique mercredi "un tableau d'intoxication aux opiacées".

16 morts et 318 blessés sur les routes en une semaine

Seize (16) personnes ont trouvé la mort et 318 autres ont été blessées dans 284 accidents corporels de la circulation survenus en zones urbaines du 25 au 31 janvier 2022, a indiqué, jeudi, un bilan des services de la Sûreté nationale.
Comparativement aux statistiques enregistrées la semaine précédente, le bilan des accidents de la route a enregistré une hausse du nombre des accidents (+15), de celui des blessés (+20) et de celui des décès (+6), précise la même source. Selon les données fournies, plus de 95 % des accidents de la route sont dus au facteur humain (non respect du code de la route et de la distance de sécurité, excès de vitesse, fatigue, manque de concentration lors de la conduite et autres raisons liées à l'état du véhicule).
La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la

voie publique au respect du code de la route et à la prudence lors de la conduite. Elle rappelle, à cet effet, le numéro vert 1548 et celui des secours 17 mis à leur disposition pour tout signalement 24h/24.

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes à Oran

Les éléments de la brigade mobile des services de l'inspection des douanes d'Oran-extérieur, en coordination avec les éléments de l'ANP, ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans la contrebande et le trafic de comprimés de psychotropes composé de 6 individus et ont saisi près de 12 000 capsules de ces comprimés, a-t-on appris, jeudi, de l'inspection des services des douanes d'Oran. La même source a indiqué qu'un véhicule a été intercepté au niveau d'un barrage de sécurité sur la RN 11 reliant Oran et Mostaganem, dans lequel se trouvaient deux individus en possession d'une quantité de comprimés psychotropes. Les investigations lancées par les services de sécurité se sont soldées par l'arrestation des autres membres du réseau et la saisie de 11 975 capsules de comprimés de psychotropes, après la perquisition des domiciles des individus arrêtés, ajoute la même source, notant que l'enquête se poursuit. Lors de la même opération, une somme importante d'argent a été saisie, ainsi que trois véhicules, utilisées par les membres du réseau dans le transport et le trafic des psychotropes, indique la même source.

MISE AUX POINGS

"On ne m'a pas donné la chance de jouer quand j'étais à Angers. C'est pour ça que je suis rentré, pour jouer avec l'Espérance de Tunis (..) Après, j'ai décidé de revenir en Europe pour progresser. Brest est un bon club, avec des bons joueurs, "Inch Allah" on va tout faire pour gagner beaucoup de matchs".

Youcef Belaïli, international algérien

Le Courrier d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie
Publicité-ANEP :
1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59
Impression :
- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO
Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. /Fax. : 026 20 20 66
Oran :
6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira :
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER
Samedi 5 février 2022
17 °C / 10 °C

Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 18 km/h
Humidité : 75 %

Dans la nuit : Dégagé
Vent : 17 km/h
Humidité : 93 %

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

HORAIRES DES PRIÈRES

Samedi 4 rajab 1443

Dohr : 13h02
Assar : 15h56
Maghreb : 18h21
Îcha : 19h41

Dimanche 5 rajab
Sobh : 06h18
Chourouk : 07h46

SOMMET DU MAEP

Lamamra plaide pour le développement et la démocratie en Afrique

Le ministre des Affaires Etrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris part hier aux travaux du 31e Sommet du Forum des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Ph : DR

Présidé par le président d'Afrique du Sud, et président en exercice du MAEP, M. Cyril Ramaphosa, ce sommet tenu en format virtuel, à la veille du 35ème Sommet de l'Union africaine, a été consacré à l'examen des rapports d'évaluation soumis par plusieurs pays, dont notamment l'Afrique du Sud, le Nigeria, la Namibie et le Kenya.

Le sommet a été également marqué par l'adhésion du Burundi qui porte le nombre total des Etats membres du MAEP à 42, ainsi que l'élection du président du Nigeria à la tête du Forum du MAEP pour un mandat de deux ans, ajoute la même source.

Lors de son intervention, le chef de la diplomatie algérienne a "souligné le ferme attachement de l'Algérie aux valeurs consacrées par ce mécanisme panafricain, en rappelant que notre pays a été parmi les premiers à s'être engagé dans le processus du MAEP en présentant son premier rapport national", révèle le communiqué.

Le chef de la diplomatie nationale a ajouté que, depuis lors, "la persévérance de l'Algérie dans la mise en œuvre des bonnes pratiques du MAEP s'est illustrée à travers plusieurs étapes, en soulignant en particulier les amendements à la Constitution soumis par le président Abdelmadjid Tebboune et approuvés par référendum populaire en novembre 2020", ainsi que par des "politiques publiques novatrices tendues vers la diversification et la performance économique avec le souci essentiel de préservation de la justice sociale".

En outre, se référant au contexte actuel prévalant en Afrique marqué par la régression de la bonne gouvernance et un dangereux processus de changements anticonstitutionnels qui s'installe en Afrique de l'Ouest, Lamamra a souligné "l'urgente nécessité de faire valoir les principes et objectifs du MAEP et l'importance d'œuvrer collectivement à redynamiser son potentiel en tant qu'outil de l'action africaine commune pour la promotion de la démocratie et du développement durable, ainsi qu'en tant qu'instrument de prévention des conflits qui est appelé à opérer en pleine coordination avec les autres composantes de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité".

Créé en 2003, à la faveur de la mise en œuvre du NEPAD par les cinq pays fondateurs (l'Algérie, l'Afrique de Sud, l'Egypte, le Nigeria et le Sénégal), le MAEP est un instrument d'auto-évaluation auquel adhèrent volontairement les Etats membres de l'Union Africaine en vue de promouvoir la bonne gouvernance, la stabilité politique et le développement durable à l'échelle continentale.

F. B.

CEDEAO

Pas de nouvelles sanctions à imposer au Burkina Faso

Les dirigeants de la Communauté des États ouest-africains (Cédéao), réunis à Accra, ont décidé, jeudi de ne pas imposer de nouvelles sanctions au Burkina Faso où des militaires ont pris le pouvoir le 24 janvier dernier. Des médias, citant un participant au sommet ont rapporté de ce responsable que la Cédéao ne procèdera pas à l'adotion de nouvelles sanctions au Birkina Faso, en indiquant que « nous allons rapidement demander aux autorités burkinabè de proposer un calendrier clair et rapide pour un retour à l'ordre constitutionnel », a ajouté cette source sous couvert de l'anonymat. Lors d'un premier sommet virtuel tenu après le putsch à Ouagadougou, les dirigeants Ouest-africains avaient décidé de suspendre le Burkina Faso des instances de la Cédéao et d'envoyer deux missions sur place, l'une militaire, l'autre ministérielle.

Le sommet d'Accra, où les chefs d'État étaient physiquement présents, a entendu le compte-rendu des participants à ces missions qui avaient rencontré le nouvel homme fort du Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Avant de quitter Ouagadougou lundi, la ministre des Affaires étrangères du Ghana, Shirley Ayorkor Botchwey, avait parlé de "discussions franches". Avec d'autres membres de la délégation, elle avait pu rencontrer le président renversé Roch Marc Christian Kaboré, placé en résidence surveillée et qui, avaient-ils dit, va "très bien", exigeant sa libération. La semaine dernière, lors de sa seule déclaration publique depuis sa prise de pouvoir, M. Damiba a assuré que son pays, en proie à des attaques terroristes régulières depuis 2015, avait "plus que jamais besoin de ses partenaires" internationaux. Dans le sillage du Mali et du Niger, le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences terroristes qui ont fait au moins 2 000 morts en près de sept ans et plus de 1,5 million de déplacés.

R. I.

SALON ALGÉRIEN DE LA BOISSON

Le BEVALG reporté au mois de juillet

À la suite de la situation sanitaire de plus en plus «inquiétante », ayant pour cause la recrudescence de la pandémie du virus Covid 19 et ses variants, et sur les directives des plus hautes autorités, concernant les mesures sanitaires y afférentes, les organisateurs du Salon algérien de la boisson (Bevalg) annoncent le report de l'évènement pour les dates du 20, 21,22 et 23 juillet 2022. Avec ce report, le salon durera 04 jours au lieu des 03 jours prévus.

Ania nch.

MEDICAMENTS

Les distributeurs rassurent sur la disponibilité

L'Association des distributeurs pharmaceutiques algériens (ADPHA) a tenu à rassurer quant à la garantie de l'approvisionnement "régulier et équitable" du marché national en produits pharmaceutiques à l'échelle nationale.

En effet, cette association, a fait part hier dans un communiqué rendu public, de la "mobilisation totale" de ses membres à "continuer de garantir l'approvisionnement en produits pharmaceutiques à travers l'ensemble du territoire national et ce, malgré un contexte économique difficile, marqué par la persistance des effets délétères de la pandémie du Covid-19 qui continue de déstabiliser en profondeur les réseaux de production et de distribution en Algérie et de par le monde". L'ADPHA "réitère son engagement total et sans conditions pour un approvisionnement régulier et équitable en produits pharmaceutiques pour l'ensemble de la population, y compris celle des régions les plus isolées

du pays", ajoute la même source, soulignant que "l'ensemble des acteurs de notre système de santé publique, à quelque niveau où ils exercent, doivent pouvoir travailler dans l'harmonie, le calme et la sérénité avec les pouvoirs publics, garants en dernier ressort de la sécurité sanitaire nationale". Sur un autre registre, l'ADPHA s'est dit "légitimement préoccupée par toute une série d'accusations infondées qui tendent à rendre les grossistes répartiteurs, responsables des dernières perturbations ayant touché le marché interne de médicaments, notamment ceux en rapport avec les protocoles de traitement de la pandémie".

R. E.

SOUS-RIRE